

**M. Franck PETIT**  
**Professeur de droit privé**  
**à l'Université d'Aix-Marseille**

**ACTIVITE PROFESSIONNELLE**-----

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017 : Professeur de droit privé à l'Université d'Aix-Marseille  
2008-2017 : Professeur de droit privé à l'Université d'Avignon  
2011-2016 : Doyen de la faculté de Droit, Economie, Gestion d'Avignon  
1998 - 2008 : Maître de conférences en droit privé à l'Université Panthéon-Sorbonne  
1998 : Chargé de recherche contractuel à l'Université d'Amiens (CEPRISCA : Centre de recherche en droit privé et en science criminelle)  
1995-1997 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Panthéon-Sorbonne.  
1994-1995 : Chargé d'enseignement contractuel à l'Université Panthéon-Sorbonne.

**DIPLOMES**-----

**1) Habilitation à diriger des recherches**

Date de soutenance : 5 juillet 2005, à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I  
Directeur de recherche : Pierre RODIERE  
Membres du jury : Mme Marie-Laure COQUELET, MM. Paul-Henri ANTONMATTEI, François GAUDU, Pierre RODIERE, Pierre-Yves VERKINDT

**2) Thèse de doctorat en droit privé**

Titre de la thèse : **LA NOTION DE REPRESENTATION  
DANS LES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL**  
Date de soutenance : 19 juin 1997, à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I  
Directeur de thèse : Pierre RODIERE  
Membres du jury MM. Gérard COUTURIER, Philippe LANGLOIS, Jean-Emmanuel RAY, Pierre RODIERE (Professeurs), Pierre LANQUETIN (Conseiller à la Cour de cassation)  
Cette thèse a été réalisée dans le cadre d'un contrat d'ATER avec l'Université PARIS I (1995-1997). Elle a reçu la mention **Très honorable** avec les **félicitations du jury**. Elle a fait l'objet, en outre, d'une **proposition pour un prix** et une **subvention de publication**. Elle a été honorée le 18 décembre 1997 du **prix de thèse** que dote l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM) et a été publiée à la Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (LGDJ), Bibliothèque de droit privé dirigée par Jacques GHESTIN, tome 291.

**3) Diplômes antérieurs**

1991-1992 DEA de droit social de l'Université Panthéon- Sorbonne Paris I ; **mention assez bien** (13/20), **vice-major**.  
Sujet du mémoire : **Mandat et convention collective**, sous la direction du Professeur Pierre RODIERE.

## ACTIVITES PEDAGOGIQUES-----

### **Matières enseignées**

Contentieux social  
Droit des contrats  
Droit des contrats de travail  
Droit du travail (relations individuelles, relations collectives)  
Droit de la formation professionnelle  
Droit de l'emploi et accompagnement des salariés  
Droit électoral de l'entreprise  
Droit et littérature  
Droit syndical  
Droit de la sécurité sociale  
Droit comparé de la sécurité sociale  
Introduction générale au droit  
Méthodologie à la recherche juridique  
Négociation collective  
Protection sociale complémentaire  
Référendums professionnels  
Santé et sécurité en entreprise  
Syndicalisme et pluralisme syndical

## ACTIVITES DE RECHERCHE-----

- 1) **Depuis 2017** : membre permanent du **Centre de Droit Social** (UR 901)  
Responsable du thème de recherche « **Normativité, liberté, justiciabilité** ».  
Attributaire de la **Prime d'Encadrement Doctoral et de recherche** (PEDR) depuis 2019, renouvelé en 2023.
- 2) Novembre 2023 : **Expert scientifique** d'un projet de recherche financé par une convention CIFRE
- 3) Mai 2017 : **Expert externe** auprès de l'**Agence Nationale de la Recherche**.
- 4) Attributaire de la **Prime d'Excellence Scientifique** (PES) de 2012 à 2015
- 5) **De 2015 à 2017** :  
Responsable de projets Travail/Emploi au sein du LBNC (Laboratoire Biens, Normes, contrats AE 3788).  
Rapporteur extérieur pour expertiser les dossiers de candidature à un avancement ou à la PEDR (prime d'encadrement doctoral et de recherche/prime d'excellence scientifique) auprès de l'université d'Aix-Marseille (AMU).
- 6) **De 2008 à 2017** :  
Membre permanent du Laboratoire Biens, Normes et Contrats (LBNC EA 3788).  
Membre associé du Centre de Recherche en Droit Social de l'Université Paris I – Institut Tunc.
- 7) **2008-2011** :

Responsable de l'Axe de recherche « **Théories des normes et contrats** », au sein du Laboratoire Biens, Normes, contrats.

Chargé du séminaire des doctorants du Laboratoire Biens, Normes, Contrats.

#### **8) 1994-2008 :**

Membre permanent du Centre de Recherche en Droit Social (CRDS) de l'Université Paris I - dirigé par MM. Gérard COUTURIER et Pierre RODIERE.

#### **9) 2003-2006 :**

Recherche collective sur les interactions entre le droit du travail et la procédure civile (sous la direction de MM. Gérard COUTURIER, co-responsable du centre de recherche en droit social de l'Université Paris I, et Loïc CADIET, responsable du centre de recherche sur la justice et le procès de l'Université Panthéon-Sorbonne). Ma contribution s'est traduite par la participation à deux colloques :

\* Le premier de ces colloques s'est tenu à l'Ecole Normale Supérieure le 20 mars 2006 sur le thème des actions en justice et de la représentation ; mon intervention était intitulée « **Nature et vertus de l'action de substitution** ».

\* Le second s'est tenu le 25 septembre 2006 dans les locaux de l'Institut Universitaire de France sur le thème de l'instance dans le procès du travail ; mon intervention était intitulée « **L'instance en matière de contentieux électoral** ».

**10) 1998 : Chargé de recherche contractuel** pour l'exécution d'un contrat de recherche conclu par le CEPRISCA (Centre de recherche en droit privé de l'Université d'Amiens) sur le thème du **Juge, instance de régulation du marché du travail** (sous la direction du Professeur Daniel GUTMANN).

#### **11) Encadrement de thèse ou participation à des jurys**

##### **Directions en cours (5)**

Direction de la thèse de Mme Rabiaa Mahmoud, « **Les fondements de la responsabilité délictuelle** », en cours depuis février 2019 (Co-directeur Noomen Rekik, Aix-Marseille Université et Sfax).

Direction de la thèse de M. Yohanan Saïd, « **Droit d'alerte et de retrait du salarié : évolution et perspectives** », en cours depuis octobre 2020.

Direction de la thèse de Mme Anne-Sophie Aupetit, « **Les contrats de formation en alternance** », en cours depuis septembre 2021.

Co-direction de la thèse de Marine-Anaïs Bimboes, « **Les dispositifs de lutte contre l'exclusion** » (co-direction avec Sophie Séréno), en cours depuis septembre 2021.

Co-direction de la thèse de Lisa-Marie Casalta, « **Précarité et emploi** » (co-direction avec Sophie Séréno), en cours depuis septembre 2024.

##### **Liste des thèses soutenues sous ma direction (17) :**

Direction de la thèse de Mme Sandra Bouix, « **La protection de l'acheteur-consommateur** », soutenue le 30 novembre 2010 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Léa Amic, « **La loyauté dans les relations du travail** », soutenue le 19 décembre 2014, (Université d'Avignon).

Direction de la thèse de Mme Jennifer Decamps, « **Les modes amiables de rupture du contrat de travail** », soutenue le 19 décembre 2014 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de M. Henrik de Brier, « **La mobilité du salarié** », soutenue le 14 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de M. Kay Phongsavanh, « **La souffrance morale au travail** », soutenue le 17 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Charlotte Brès, « **Le droit à l'accompagnement** », soutenue le 4 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Catherine Zarba, « **Le licenciement pour motif économique dans les groupes de sociétés** », soutenue le 4 décembre 2015 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Aziza Bouhayoufi, « **Le droit électoral de l'entreprise** », soutenue le 15 décembre 2016 (Université d'Avignon).

Co-direction de la thèse de M. Adem Degirmenci, « **Droit et politique de la concurrence en Turquie** », (co-direction avec Jean-Louis Respaud, Maître de conférences à l'Université de Montpellier), soutenue le 20 décembre 2017 (Université d'Avignon).

Direction de la thèse de Sandy Noisette, « **Performance et droit du travail** », soutenue le 14 mai 2018 à l'Université d'Aix-Marseille.

Co-direction de thèse de Mme Caroline Gérard, « **La post-majorité** », soutenue le 2 juillet 2018 à l'Université d'Avignon (Co-direction avec Jean-Louis Respaud, Université de Montpellier).

Co-direction de la thèse de Mme Leïla N'Bouhou, « **La protection sociale de l'agriculteur victime d'accident** », (co-direction avec Thierry Tauran, Metz), soutenue le 7 décembre 2018 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de M. Nicolas Masquefa, « **La patrimonialisation du corps humain** », soutenue le 28 juin 2019 (Université d'Avignon).

Direction de thèse de Mme Cristelle Nicolas, « **La pénibilité au travail** », soutenue le 24 septembre 2021 (Université d'Avignon).

Direction de la thèse de M. Yves Duclos, « **Les magistrats de la prud'homie** », soutenue le 1 décembre 2023 (Aix-Marseille Université).

Direction de la thèse de M. Chatdanai Samanpan, « **La bonne foi et la loyauté dans la relation contractuelle de travail : étude comparée du droit français et du droit thaïlandais** », soutenue le 13 décembre 2024 (Aix-Marseille Université).

Direction de la thèse de M. Redouane Boulahbel, « **Le régime d'assurance-chômage des agents de droit public** », soutenue le 11 juillet 2025 (Aix-Marseille Université).

#### **Participation à des jurys de soutenance d'HDR (4)**

Membre rapporteur du jury de HDR qui s'est tenu le 5 mai 2020 à l'Université de Montpellier pour entendre Mme Anaëlle Donnette (Directeur de recherche : Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier).

Membre du jury de HDR qui s'est tenu le 6 novembre 2019 à l'Université Clermont-Auvergne pour entendre M. Gwennaëlle François (Direction de recherche : Jean-François Riffard, professeur à l'Université Clermont-Auvergne)

Membre du jury de HDR qui s'est tenu le 17 décembre 2012 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Philippe Grignon (Directeur de recherche : Daniel Mainguy, professeur à l'université de Montpellier).

Membre rapporteur du Jury de HDR qui s'est tenu le 2 décembre 2011 à l'Université d'Aix-Marseille III pour entendre Mme Claire Morin (Directeur de recherche : M. Alexis Bugada, Professeur à l'Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III)

#### **Participation à des jurys de soutenance de thèse (49)**

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 17 décembre 2024 pour entendre Mme Dorine Wysocki sur sa thèse intitulée « **Les relations entre le droit du travail et la responsabilité civile** » (Directeur de thèse : M. Jean-Philippe Tricoit, maître de conférences à l'Université de Lille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 10 juin 2024 pour entendre M. Hermann Martial Njoko sur sa thèse intitulée « **La prévention de la discrimination syndicale par la reconnaissance des compétences liées au mandat de représentation** » (Directrice de thèse : Mme Nicole Maggi-Germain, maître de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne).

Membre rapporteur du jury qui se tiendra le 28 mars 2024 pour entendre Mme Aurélie Rouyer sur sa thèse intitulée « **La représentation des travailleurs. Un modèle en recomposition** » (Directeur de thèse : M. Frédéric Géa, professeur à l'université de Lorraine).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 15 septembre 2023 à l'Université de Toulouse pour entendre Mme Marie Junqua sur sa thèse intitulée « **Esquisse d'un droit processuel du travail à travers l'étude des règles processuelles et institutionnelles propres au règlement des conflits du travail** » (Directrice de thèse : Mme Lise Casaux-Labrunée, Professeure à l'Université Toulouse Capitole).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 16 décembre 2022 à l'Université de Bordeaux pour entendre Mme Maëllie Labarthe sur sa thèse intitulée « **L'organisation des groupements professionnels** » (Directeur de thèse : Gilles Auzero, professeur à l'Université de Bordeaux).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 17 décembre 2020 à l'Université d'Angers pour entendre M. Rémi Leveau sur sa thèse intitulée « **Elections professionnelles et démocraties** »

– **Contribution à l'étude comparée entre relations collectives du travail et système politique** » (Directeur de thèse : Bernard Gauriau, professeur à l'Université d'Angers).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 27 novembre 2020 à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I pour entendre M. Michel Caudeville sur sa thèse intitulée « **L'inaptitude au travail** » (Directeur de thèse : Francis Kessler, maître de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne Paris I).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 3 juillet 2020 à l'Université de Montpellier pour entendre Mme Ioana Pinteau sur sa thèse intitulée « **Les accords collectifs de travail et l'emploi** » (Directeur de thèse : Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 7 décembre 2019 à l'Université Panthéon-Assas – Paris II pour entendre M. Valentino Armillei sur sa thèse intitulée « **La négociation extra-syndicale des accords collectifs** » (Directeur de thèse : Bernard Teyssié, professeur à l'Université Panthéon-Assas – Paris II).

Président et membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 18 novembre 2018 à l'Université de Montpellier pour entendre Mme Clémence Roche sur sa thèse intitulée « **Le comité social et économique central** » (Directeur de thèse : Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier).

Membre du jury qui s'est tenu le 26 novembre 2018 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Christophe Mariano sur sa thèse intitulée « **La négociation substitutive d'entreprise** » (Directeurs de thèse : Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier et Allison Fiorentino, maître de conférences HDR à l'Université de Rouen).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 21 septembre 2018 à l'Université Panthéon-Assas pour entendre Mme Anne-Victoria Soliveres sur sa thèse intitulée « **Le salarié dans la compétition** » (Directeur de thèse : M. Jean-Michel Olivier, professeur à l'Université Panthéon-Assas).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 19 décembre 2017 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Laure Lafourcade sur sa thèse intitulée « **Les droits d'action collective à l'épreuve des mutations technologiques** », (Directeur de thèse : M. Pierre-Yves Verkindt, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 15 décembre 2017 à l'Université Aix-Marseille pour entendre Mme Sabrina Settembre sur sa thèse intitulée « **L'inégalité de la réparation des victimes en droit commun et en accidents du travail** », (Directeur de thèse : M. Marc Bruschi, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre du jury qui s'est tenu le 12 décembre 2017 à l'Université Aix-Marseille pour entendre Mme Jessica Attali-Colas sur sa thèse intitulée « **Contribution à l'étude de la sécurisation des retraites** », (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 11 décembre 2017 à l'Université de Montpellier pour entendre Mme Manon Arnaud sur sa thèse intitulée « **L'extinction des conventions et**

**accords collectifs de travail** », (Directeur de thèse : M. Paul-Henri Antonmattei, professeur à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 30 janvier 2017 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre Mme Aude Roccaselva-Serrano sur sa thèse intitulée « **La qualité de travailleur handicapé** », (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 16 décembre 2016 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre Mme Pauline M'Bediobet Mabala Ngoma sur sa thèse intitulée « **L'âge en droit privé** », (Directeur de thèse : M. Philippe Bonfils, professeur à l'Université d'Aix-Marseille).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 9 décembre 2016 à l'Université Lille 2 pour entendre Mme Emmanuelle Clément sur sa thèse intitulée « **L'établissement distinct en droit du travail** », (Directeur de thèse : M. Bernard Bossu, professeur à l'Université Lille 2).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 7 décembre 2016 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Abdelhafid Hikmet Dib sur sa thèse intitulée « **La mobilité internationale des travailleurs salariés en droit français et en droit algérien : étude comparative** », (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, maître de conférences HDR à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 26 octobre 2016 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Rosane Martins Padhila Gauriau sur sa thèse intitulée « **La contribution du juge du travail en matière de harcèlement moral en France et au Brésil** », (Directeur de thèse : M. Grégoire Loiseau, professeur à l'École de droit de la Sorbonne).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 18 décembre 2015 à l'Université de Bordeaux pour entendre M. Jean-Baptiste Debourg sur sa thèse intitulée « **Application et impact de la réforme de la représentativité syndicale dans les entreprises à structure complexe** », (Directeur de thèse : M. Gilles Auzero, professeur à la faculté de droit de Bordeaux).

Membre du jury qui s'est tenu le 9 décembre 2015 à Aix Marseille Université pour entendre Mme Sophie Séréno sur sa thèse intitulée « **Le défenseur des droits et les discriminations dans l'emploi** » (Directeur de thèse : Alexis Bugada, professeur à Aix Marseille université)

Membre du jury qui s'est tenu le 8 décembre 2015 à Aix Marseille Université pour entendre M. Jean-Edouard Antz sur sa thèse intitulée « **La recherche médicale et la condition juridique des prélèvements humains** (Directeur de thèse : Antoine Léca, professeur à Aix Marseille Université)

Membre du jury qui s'est tenu le 5 juin 2015 à l'Université d'Avignon pour entendre Mme Alexandra Theodoropoulos sur sa thèse intitulée « **Les accords collectifs de groupe** » (Directeur de thèse : M. Gérard Vachet, Professeur à l'Université de Lyon III)

Membre du jury qui s'est tenu le 5 juin 2015 à l'Université d'Avignon pour entendre M. Morgan Le Goues sur sa thèse intitulée « **Le consentement du patient en droit de la santé**, (Directeur de thèse : Mme Valérie Bernaud, Maître de conférences HDR à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 12 décembre 2014 à l'Université d'Aix-Marseille pour entendre M. Thinault Pinatel sur sa thèse intitulée : « **Les organisations d'étudiants à vocation représentative** » (Directeur de thèse, M. Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 10 décembre 2014 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Rémi Porte sur sa thèse intitulée : « **Le sportif amateur et le risque** », (Directeur de thèse, M. Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre du Jury qui s'est tenu le 13 décembre 2013 à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse pour entendre M. Roger Gontard sur sa thèse intitulée : « **Les prisons ouvertes** » (Directeur de thèse. M. Guillaume Champy, maître de conférences à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 25 octobre 2013 à l'Université des sciences sociales de Toulouse pour entendre Mme Marion Emeras sur sa thèse intitulée : « **La réforme de la démocratie sociale dans l'entreprise après 2008** » (Directeur de thèse, Mme Thérèse Aubert-Monpeyssen, Conseiller à la Cour de cassation)

Président du jury qui s'est tenu le 17 mai 2013 à l'Université d'Aix-Marseille Université pour entendre Mme Vera Zavyalova-Delhomme sur sa thèse intitulée « **Partenariat social et droit des conventions et accords collectifs de travail en droit russe. Analyse critique et comparée à la lumière du droit du travail français** » (Directeur de thèse : M. Alexis Bugada, professeur à Aix-Marseille Université).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 15 mai 2013 à l'Université de Lille II pour entendre M. François Bizeur sur sa thèse intitulée : « **L'information du salarié dans les relations individuelles de travail** » (Directeur de thèse : M. Bernard Bossu, professeur à l'Université de Lille II).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 25 février 2013 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Man Jing LI sur sa thèse « **Droit du travail et politique de l'emploi en Chine** », mention honorable (Directeur de thèse : MM. François Gaudu et Jean-Emmanuel Ray, professeurs à l'Ecole de droit de la Sorbonne)

Membre rapporteur du Jury qui s'est tenu le 11 décembre 2012 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Lucas Freisses sur sa thèse intitulée « **Stratégie d'anticipation des restructurations** » (Directeur de thèse : MM. Stéphane Darmaisin, Maître de conférences à l'Université de Nîmes, et Olivier Sautel, Maître de conférences à l'Université de Montpellier).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 16 novembre 2012 à l'Université de Cergy-Pontoise pour entendre M. Yacouba Sangare sur sa thèse intitulée « **Les sanctions en droit du travail** » (Etude comparative France-Mali), Directeur de thèse : M. Alain Coeuret, Professeur à l'Université de Cergy Pontoise.

Membre du jury qui s'est tenu le 11 avril 2012 à l'Université Panthéon-Sorbonne pour entendre Mme Claire Quétand-Finet sur sa thèse intitulée : « **Les présomptions en droit privé** » (Directeur de thèse, M. Emmanuel Jeuland, Professeur à l'Ecole de droit de la Sorbonne).

Membre rapporteur du Jury qui s'est tenu le 16 décembre 2011 à l'Université de Montpellier II pour entendre M. Doro Gueye sur sa thèse intitulée « **Le préjudice économique pur** » (Directeur de thèse : M. Jean-Louis Respaud, Maître de conférences à l'Université d'Avignon)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 29 novembre 2011 à l'Université de Montpellier pour entendre Lionel Marzials sur sa thèse intitulée « **L'emploi des travailleurs handicapés** » (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre du jury qui s'est tenu le 19 octobre 2011 à l'Université de Lyon III pour entendre Mme Maud Gautier sur sa thèse intitulée : « **Les clauses de rendement** » (Directeur de thèse, M. William Dross, Professeur à l'Université de Lyon III)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 14 décembre 2010 à l'Université de Cergy-Pontoise pour entendre M. Ahmed Bello sur sa thèse intitulée « **Etude comparative des libertés collectives des travailleurs ; Essai de rapprochement à partir de la situation juridique des travailleurs français et béninois** » (Directeur de thèse : M. Alain Coeuret, Professeur à l'Université de Cergy Pontoise).

Président du jury qui s'est tenu le 24 novembre 2010 à l'Université d'Avignon pour entendre M. Lionel Charbonnel sur sa thèse intitulée « **La hiérarchie des normes conventionnelles : contribution à l'analyse normativiste du contrat** » (Directeur de thèse : Mme Anne Péliissier, Professeur de droit à l'Université de Montpellier)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 15 novembre 2010 à l'Université Lumière Lyon 2 pour entendre Mme Vanina Franconi sur sa thèse intitulée « **L'actualité des attributions du comité d'entreprise en matière économique** », mention très honorable (Directeur de thèse : Mme Marie-Cécile Escande-Varniol, Maître de conférences à l'Université de Lumière Lyon 2)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 8 juillet 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Nicolas Pépin sur sa thèse intitulée « **Le lien de subordination juridique dans les relations de travail** » (Directeur de thèse : M. Bruno Siau, Maître de conférences à l'Université de Montpellier)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 18 juin 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. Henri-Georges Bascou sur sa thèse intitulée « **La pratique du contrôle URSSAF ; 25 ans d'expérience pour la défense des droits de l'entreprise cotisante** » (Directeur de thèse : M. Daniel Mainguy, Professeur à l'Université de Montpellier)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 19 janvier 2010 à l'Université de Montpellier pour entendre M. David Paget sur sa thèse intitulée « **Contribution à l'étude du salariat sportif** » (Directeur de thèse : M. Stéphane Darmaisin, Maître de conférences à l'Université de Nîmes)

Président du jury qui s'est tenu le 28 septembre 2009 à l'université d'Avignon pour entendre Mme Céline Être sur sa thèse intitulée « **Valeur juridique des textes éthiques des multinationales. Contribution à l'étude de la responsabilité sociale de l'entreprise** »

**(RSE)** » (Directeur de thèse : Mme Martine Le Friant, Professeur de droit à l'Université d'Avignon)

Membre du jury qui s'est tenu le 18 décembre 2008 pour entendre M. Ali Hajipour sur sa thèse intitulée « **La réorganisation de la démocratie à l'ère de l'informatique** » (Directeur de thèse : M. Jean-Claude Masclet, Professeur de droit, Vice-Président de l'Université Paris I)

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 3 juin 2008 pour entendre M. Salim El-Heit sur une thèse intitulée « **L'infraction criminelle intrafamiliale : vers un droit pénal de la famille ?** » (Directeur de thèse : M. Franck Arpin-Gonnet, Maître de conférences à l'Université Paris VIII, Doyen honoraire de la faculté de droit).

Membre rapporteur du jury qui s'est tenu le 9 mars 2007 pour entendre Mme Sandra Bonfils sur sa thèse « **La tutelle en droit civil en France** » (Directeur de thèse : M. Pierre Lunel, Professeur de droit, Président honoraire de l'Université Paris VIII).

## **11) Encadrement des mémoires de Master II avec soutenance (76)**

2024-2025 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)

Alisa Apoyan, Le droit à une carrière professionnelle.

Léa Sarfayan, Le télétravail.

Anastasia Derrien, L'alternative à la judiciarisation des conflits : la transaction et la médiation

Joseph Santiago, La représentativité syndicale au niveau de la branche professionnelle en droit comparé.

2023-2024 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)

Kateb Beanouda, Le protocole d'accord préélectoral

Léane Cusenza, Représentation du personnel et cycle électoral

Olivia Mahinou, Les inégalités probatoires en droit du travail

Andréa Ughetto, Les rémunérations non salariales

2022-2023 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)

Maïa Eglie-Richters, Le représentant de proximité.

Valentine Morel, L'évaluation des salariés.

Pauline Rodriguez, L'action en justice du comité social et économique.

Max Scheuer, Le contrôle du salarié à l'aide des technologies de l'information et de la communication.

2021-2022 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)

Aurore Mondragon, Neutralité et laïcité dans le monde du travail.

Clara Lehmann, Le statut social des détenus.

Yasmine Loutfi, Le statut des travailleurs des plateformes.

Léa Bechkok, Santé et télétravail.

Thomas Romain, L'implication des collectivités territoriales dans le service public de l'emploi.

2020-2021 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)

Alexia Krikorian, Le salarié exposé à un danger grave.

Candice Meilender, Le financement des activités du CSE.

Chloé Cébarec, Ordre public, champ de la négociation collective et dispositions supplétives.

2019-2020 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale).  
Alina Fenghea, La GPEC comme outil de développement des compétences.  
Chloé Kieffer, La soumission du contrat de travail au droit commun des contrats.  
Justine Régnier, Le particularisme du droit électoral de l'entreprise.  
Noélie Vie, Le contrat d'apprentissage.

2018-2019 (Master II Droit des relations du travail et protection sociale)  
Jessica Lakki, La sécurisation des parcours professionnels.  
Hélène Julien, L'usage abusif des contrats de travail courts.  
Ouda Sellami, Le portage salarial.  
Myriam Bendafi, La communication syndicale.

2017-2018 (Master II Droit social)  
Athénaïs Frankel, Le référendum professionnel.  
Victor Pasqualini, La fusion des institutions représentatives du personnel.

2016-2017 (Master II Politiques sociales)  
Alexandre Piat, Les mécanismes de participation informels au sein des EHPAD.  
Céline Toumazet, Le Conseil en Evolution professionnelle : expression du passage d'une politique de protection de l'emploi à une politique de protection des « transitions professionnelles » (Stage à la Direction générale de Pôle Emploi).

2014-2015 (Master II Droit des contrats publics et privés, Master II Politiques sociales)  
Amal Janati, L'évaluation externe des Etablissements du Secteur Social et Médico-Social issue de la loi de 2002 – 2 : Usages d'un instrument à travers l'exemple du CD 84 (Master II Politiques sociales).  
Abdelghafour Lardi-Daouadji, La performance de l'accompagnement en établissement de soins de suite et de réadaptation - à la lumière des contingences -, (Master II Politiques sociales).  
Camille Vanryssel, L'application du droit du travail dans une structure associative - Comptoir des RH, (Master II droit des contrats publics et privés).

2013-2014 (Master II Politiques sociales)  
F. Bien-Aimé, L'impact du « contrat jeune majeur » sur le statut social du jeune majeur : Un exemple tiré du Vaucluse, (Master II Politiques sociales).

2012-2013 (Master II Droit des contrats privés et publics)  
C. El Mabrouk, L'égalité de traitement entre les salariés.  
M. Emohmadian, L'obligation de sécurité de résultat mise à la charge de l'employeur.  
A. Jbilou, Les interpénétrations entre la vie personnelle et la vie professionnelle du salarié.  
V. Sauvêtre, La liberté d'expression du salarié.

2011-2012 (Master II Droit des contrats privés et publics)  
I. Bensallem, Les objets et objectifs du contrat de travail.  
F. Doblado, Les clauses de mobilité.  
M.-C. Le Saulnier, La conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

2010-2011 (Master II Droit des contrats privés et publics)  
T. Clément, Les clauses de modification du contrat de travail.

T. Musso, La responsabilité pénale de l'employeur : l'obligation de sécurité de résultat.  
C. Zarba, L'application de la théorie des vices du consentement au contrat de travail.

2009-2010 (Master II Droit des contrats privés et publics)

A. Bouhayoufi, Validité et mise en oeuvre des clauses de non-concurrence.  
K. Demain, La mise en oeuvre des clauses du contrat de travail.

2008-2009 (Master II Droit des contrats privés et publics)

L. Amic, L'exécution loyale du contrat de travail.  
J. Decamps, La rupture conventionnelle du contrat de travail.  
A. Endignous, La promesse d'embauche.  
A. Gilles, L'engagement à l'essai.  
A. Le Veve, Les contrats impliquant une mise à disposition du salarié.  
L. Randriamanana, Le contrat de portage salarial.

2007-2008 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

J. Lachambre, L'insertion professionnelle par l'intérim : l'apport du concept Randstad Inhouse Services, (Randstad Inhouse Services).  
C. Roussel, Les enjeux de la mobilité interne chez BNP Paribas Personal Finance : De la gestion de la mobilité à la gestion des compétences, (BNP Paribas).

2006-2007 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

F. Chabrol, Elaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, (France Télécom).  
E. Chiffre, Mémoire sur le recrutement des intérimaires (Sony).  
B. de la Londe, L'apprentissage : une problématique de recrutement spécifique (France Télécom).  
J. Rongère, Professionnalisation de l'armée et recrutement des candidats de formation universitaire (Ministère de la défense).  
J.-L. Savi, Réussir les recrutements de personnes handicapées dans la fonction publique : la collaboration de l'ANPE Handipass et la fonction publique (ANPE).

2005-2006 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

S. Benhamouda, le pari du volontariat chez Neuf Cegetel, un pari risqué ou véritable innovation sociale ? (Neuf Cegetel).  
E. Douet, La négociation sur l'emploi au sein du Groupe Carrefour : l'accord de GPEC et l'accord de méthode (Groupe Carrefour).  
J. Danot, Les politiques publiques accompagnant le développement du secteur des services à la personne : les apports de la loi du 26 juillet 2005 (Anacours).

2004-2005 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

J. Barreix, Les stratégies de formation dans les entreprises de conseil : exemple de l'université conseil chez Cap Gémini (Cap Gémini Consulting).  
S. Brassat, L'impact de la réforme de la formation professionnelle sur les démarches compétences (Zara France).  
E. Persello, L'action d'un Cap Emploi dans la gestion des écarts existant entre offre et demande d'emploi (Ohée Prométée).  
A. Simard, Le lien gestion de l'emploi / gestion de la formation au sein d'Air France (Air France).

Y. Zerbib, La réforme de la formation professionnelle continue : la mise en place du DIF (Techpack International).

2003-2004 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

J. Antonioli, A la recherche d'une convention collective de branche susceptible d'extension pour l'audiovisuel (France Télévision).

C. Degas, Sens et mise en oeuvre d'une politique de développement durable par les services ressources humaines d'Amgen SAS (Amgen SAS).

H. Féry, Comment rendre attractif et améliorer le recrutement d'un métier qui souffre de son image : le secteur agricole du Vaucluse (FDSEA).

P. Guerreiro, Les perspectives de la négociation d'un nouvel accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (Seniors et Cie, SAS).

J. Mimassi, Vers une meilleure gestion de la protection sociale des expatriés (Valéo Systèmes d'essuyage).

S. Sanchez, L'alternance : un mode de recrutement qui nécessite un suivi (Monoprix).

2002-2003 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

C. Bonnasse, Les parcours formatifs et la gestion par les compétences du chef d'unité en fabrication (Renault)

M. Chemini, Adoption du statut conventionnel après une fusion-absorption (Renault)

A. Clavier, L'insertion professionnelle des travailleurs handicapés de 50 ans et plus à Cap Emploi Gard (Cap Emploi Gard)

S. Frata El Drissi, Elaboration d'un répertoire des emplois en vue de la création et de la mise en place d'une grille de classification et de rémunération (Les Petits Frères des Pauvres)

A. Lepoutre, La politique sociale et financière chez Gras-Savoie au travers de la négociation collective des salaires et de l'intéressement (Gras-Savoie).

E. Moussard, La notion de représentativité syndicale en entreprise (Consorts France).

D. Orfanidis, Les obstacles à une meilleure qualité de service - Mairie de Nanterre

2001-2002 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

O. Mikol, La mise en place des 35 h. dans une entreprise sans délégué syndical (Renault).

M. Séry, Démarche de fiabilisation de la paye chez British Pétroléum (British Pétroléum).

A. Szejnmann, L'action du Centre d'information du droit des femmes (CIDF) sur son territoire : la pertinence de l'intervention par le genre (CIDF 75).

2000-2001 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

B. Barra-Lagarde, Etude comparative de la mise en place de la prime informatique dans la fonction publique (Institut National de Géographie).

V. Lecointe, La préparation des futurs dirigeants de Rhodia : élaboration et mise en oeuvre du plan de progression et de succession (Rhodia).

1999-2000 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

C. Goncalves, Les pratiques du recrutement (Rockwool Isolation SA).

H. Houmadi, Etat des lieux des cadres de la fonction Ressources Humaines chez Renault (Renault).

N. Roncevic, Diagnostic sur la gestion de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (Clarins).

1998-1999 (Master II Administration et gestion de l'emploi)

C. Jaulin, Les critères déterminants dans le choix des propositions du programme « Nouveau départ » (ANPE).

M. Magnier, Favoriser la mobilité interne au sein d'un grand groupe : l'exemple de l'accueil mobilité Branche Entreprises chez France Télécom (France Télécom).

## **PUBLICATIONS -----**

### **Ouvrages (seul ou en collaboration) :**

1) ***La notion de représentation dans les relations collectives du travail***

(Prix de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières)  
LGDJ, Bibliothèque de droit privé, 2000, n° 291, 575 pages.

2) ***Droit du travail***

Montchrestien, 2002, 460 pages.

3) ***Droit de l'emploi, Etude juridique des politiques d'emploi***

Montchrestien, 2005, 335 pages ; réédition en 2010 chez Gualino, coll. Master Pro, avec la collaboration de Dirk Baugard.

4) ***Droit des contrats***

(avec Marie-Hélène de Laender),  
Archétype 82, coll. Les cours de droit, d'économie et de gestion ; 4<sup>ème</sup> éd. 2007, 214 pages.

5) ***Droit social***

(avec Marianne Keller)  
Foucher, Coll. Parcours juridique, 4<sup>ème</sup> éd. 2009-2010, 316 pages.

6) ***Introduction générale au droit,***

Foucher, Coll. Parcours juridique, 2007, 214 pages.

7) ***Droit des relations individuelles du travail***

Gualino, Coll. Mémentos LMD, 2007, 306 pages.

8) ***Droit des relations collectives du travail.***

Gualino, Coll. Mémentos LMD, 2007, 213 pages.

9) ***Droit de la protection sociale***

Gualino, Coll. Master Pro, 2009, 2<sup>ème</sup> éd. 2014 ; 247 pages.

10) ***Droit des contrats de travail,***

Gualino, Coll. Master Pro, 2011, 453 pages.

11) ***Le juge judiciaire et la Constitution,***

(Direction de recherche, avec Arnaud Martinon)  
Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2012, 131 pages.

12) ***L'accompagnement, entre droit et pratique***

(Direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 12 octobre 2012), Revue de Droit Sanitaire et social, Dalloz, Nov.-déc. 2012, 64 pages.

13) ***Vers un droit électoral professionnel,***

(Direction de recherche, Actes du colloque organisé le 22 mars 2013 à l'Université d'Avignon)  
Droit Social juin 2013, 48 pages.

14) ***Droits syndicaux dans l'entreprise et liberté syndicale***, Les Etudes de la Documentation Française, 2014 ; 300 pages.

15) ***Droit électoral de l'entreprise : une discipline en construction***,  
(Direction de recherche, Dossier publié aux cahiers sociaux de janvier 2014, 27 pages).

16) ***Droit et loyauté***,  
(Direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 10 octobre 2014 ; Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2015).

17) ***La négociation de la force de travail***,  
(direction de recherche, actes du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 21 novembre 2014 ; Editions Universitaires d'Avignon, 2015 ; 170 pages).

18) ***Comité d'entreprise et institutions voisines***,  
(avec Evelyn Bledniak et Emmanuel Chrétiennot ; Delmas, 16ème éd., 2015 ; 450 pages).

19) ***Loi Rebsamen***,  
(Direction de recherche, Droit social, Dalloz, Novembre 2015).

20) ***Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant ?***,  
(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, Décembre 2015, 70 pages)

21) ***L'essentiel du droit de la protection sociale***,  
(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2015 ; 2<sup>ème</sup> éd. en 2016 ; 3<sup>ème</sup> éd. 2018, 144 pages ; 4<sup>ème</sup> édition en 2021, 141 pages ; 5<sup>ème</sup> édition en 2023/2024 ; 6<sup>ème</sup> édition en 2025).

22) ***Droit et généalogie***,  
(Direction de recherche, Le Gnomon 2016, revue internationale de l'histoire du notariat, n° 186, 68 pages)

23) ***La pénibilité au travail***,  
(Direction de recherche, Droit Ouvrier de juin 2016 ; 23 pages).

24) ***L'essentiel du droit du travail : relations individuelles***,  
(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2016 ; 160 pages ; 2<sup>ème</sup> édition en 2018, 165 pages ; 3<sup>ème</sup> édition en 2020, 165 pages ; 4<sup>ème</sup> édition en 2021, 168 pages ; 5<sup>ème</sup> édition en 2022, 166 pages ; 6<sup>ème</sup> édition en 2023/2024 ; 7<sup>ème</sup> édition en 2025/2026).

25) ***Délégué du personnel, délégué syndical***,  
(avec Evelyn Bledniak ; Delmas, 15ème éd., 2016 ; 280 pages).

26) ***L'éphémère, objet de droit***,  
(Direction de recherche avec Antoine Latreille, Coll. Libre Droit, Mare et Martin, 2017, 200 pages).

27) ***Liberté et droits syndicaux des agents publics***,

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, juin 2017, 60 pages).

28) ***Le référendum dans l'entreprise : nouveau mode de dialogue social ?***

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, mai 2018, 47 pages)

29) ***L'essentiel du droit du travail : relations collectives,***

(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2018, 184 pages ; 2<sup>ème</sup> édition en 2020, 175 pages ; 3<sup>ème</sup> édition en 2021, 168 pages ; 4<sup>ème</sup> édition en 2022, 164 pages ; 5<sup>ème</sup> édition en 2023/2024 ; 6<sup>ème</sup> édition en 2025/2026).

30) ***L'essentiel du droit du contentieux du travail,***

(Coll. Les carrés, Gualino – Lextenso Editions, 2018 ; 143 pages).

31) ***Les référendums professionnels,***

(Coll. Droit en Poche, Ed. Gualino –Lextenso, 2018, 61 pages).

32) ***Méthodologie en droit,***

(avec Jean-Philippe Lieutier ; Coll. Synthèse, Ed. Cujas, 2018, 267 pages).

33) ***Liber Amicorum, Mélanges Pierre Rodière,***

(coordination avec E. Pataut, S. Robin, A. Supiot).

34) ***La formation professionnelle tout au long de la vie,***

(avec Sandy-David Noisette ; Coll. Droit en Poche, Ed. Gualino –Lextenso, 2019, 90 pages).

35) ***Syndicalisme et droit syndicaux,***

(direction de recherche ; coll. Système, LGDJ, 2019, 194 pages).

36) ***Négociation et CSE,***

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, mai 2019, 49 pages).

37) ***Liberté du travail, droit à l'emploi et obligation de travailler,***

(Direction de recherche, Droit Social, Dalloz, mai 2020, 54 pages).

38) ***L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,***

(avec Sandy-David Noisette, coll. GuidePro, Gualino-Lextenso, 2020, 200 pages).

39) ***L'évolution du droit des contrats, Approche comparée entre la Tunisie et la France,***

(Direction de recherche avec Noomen Rekik et Mohamed Kossentini, Editions Latrach, 2021, 318 pages).

40) ***La responsabilité sociale de l'employeur,***

(avec Sophie Garnier, coll. GuidePro, Gualino-Lextenso, 2021, 200 pages ; **Prix Planète Social 2022**).

41) ***Quand la littérature (ré)invente le droit (Œuvres choisies du XX<sup>ème</sup> siècle à aujourd'hui),***

(avec Gil Charbonnier, LexisNexis, 2023).

**Ouvrages collectifs (chapitres d'ouvrage) :**

1) *La fonction régulatrice du juge en matière d'emploi*, rapport d'enquête, in Daniel GUTMANN (sous la dir.), **Le juge, instance de régulation du marché du travail ?**, Rapport de recherche remis à la DARES en septembre 1999.

2) *Comité d'entreprise*

(Dalloz, 2004, 2<sup>ème</sup> édition en 2011 ; 3<sup>ème</sup> édition en 2021 : 1 fascicule, sous la direction de Véronique MAGNIER, Répertoire des sociétés, 36 pages)

3) *Représentants du personnel (Elections)*

(Dalloz, octobre 2005 ; 2<sup>ème</sup> éd. Mai 2009 ; 3<sup>ème</sup> éd. en 2011 ; 4<sup>ème</sup> éd. en 2020 : 1 fascicule, sous la direction d'Antoine LYON-CAEN, Répertoire du Travail, 40 pages)

4) Etude intitulée « **Nature et vertus de l'action de substitution** » (intervention du 20 mars 2006, colloques « Procès du travail ; Travail du procès », sous la direction de MM. Gérard COUTURIER et Loïc CADIET). Cet article a été publié, avec l'ensemble des actes des colloques, dans la collection de la Bibliothèque André Tunc (LGDJ) sous la direction de M. KELLER, 2008, p. 205 à 222.

5) Etude intitulée « **L'instance en matière de contentieux électoral** » (intervention du 25 octobre 2006, colloques « Procès du travail ; Travail du procès », sous la direction de MM. Gérard COUTURIER et Loïc CADIET) ; Cet article a été publié, avec l'ensemble des actes des colloques, dans la collection de la Bibliothèque André Tunc (LGDJ), sous la direction de M. KELLER, p. 421-436.

6) *Le rôle du représentant des salariés dans les procédures collectives*, in N. DECOOPMAN (sous la dir.), Intervention du 23 mars 2007 dans un colloque organisé à l'université d'Amiens, in **Entreprises en difficultés et droit du travail**, 2007, PUF, coll. CEPRISCA, p. 55 à 76.

7) *Les sanctions des prérogatives économiques du comité d'entreprise*, in André NARRITSENS et Michel PIGENET (sous la dir.), **Les pratiques syndicales du droit**, Centre d'Histoire sociale du 20<sup>ème</sup> siècle (UMR 8058, CNRS/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et Institut CGT d'Histoire sociale, 2011, p. 229 à 239.

8) Article en collaboration avec Patrick Gianfaldoni : **La contractualisation de l'accompagnement dans l'insertion par l'activité économique**, in M. KERLEAU, S. LAGUERODIE, J.L. OUTIN (sous la dir.), **Crise, inégalités et pauvretés**, 31<sup>ème</sup> journées de l'Association d'économie sociale, 8-9 septembre 2011, Cahiers du CIRTES, Hors-Série, Presses universitaires de Louvain, 2011, p. 191.

9) *La QPC en matière sociale : la Cour de cassation et le Conseil constitutionnel s'affichent comme les protecteurs des lois de la République*, in J.-B. PERRIER (sous la dir.), La question prioritaire de constitutionnalité, Bulletin d'Aix Hors-Série, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2011, p. 187 à p. 210.

10) *Les syndicats mis à l'épreuve des scrutins*, in Numéro spécial de Droit social en hommage à J.-J. DUPEYROUX, Décembre 2011, p. 1241 à 1253.

11) *Le droit à l'accompagnement, émergence d'un concept juridique*, in P. DOMINGO (sous la dir.), *L'accompagnement social vers l'emploi*, Informations Sociales, CNAF, n° 169, 2012, p. 14 à 21.

12) *La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)*, in G. KADIGE (sous la dir.), *Les Nouvelles tendances du droit du travail*, (actes du colloques du 22 au 24 avril 2010, Université Saint-Joseph, Beyrouth), Publications CEDROMA, 2012, p. 323 à 354.

13) *La rénovation des critères de la représentativité syndicale (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)*, in Mélanges N. DECOOPMAN, PUF, 2013.

14) *Du droit électoral politique au droit électoral professionnel*, in Mélanges J.-C. MASCLET, Publications de la Sorbonne, 2013, p. 338 à 360.

15) *L'insaisissable droit à l'emploi*, in Mélanges F. GAUDU, IRJS éditions (Institut de recherche juridique de la Sorbonne), 2014, p. 63 à 78.

16) *Négocier un accord en matière de représentation du personnel*, in P.-H. ANTONMATTEI (sous la dir.), *Lamy Négociation collective*, 2<sup>ème</sup> édition en avril 2018, étude 32, p. 521 à 544 ; 3<sup>ème</sup> édition en septembre 2019.

17) *Les démarches contentieuses du chômeur insatisfait*, in Mélanges en l'honneur de Michel MORAND, *Etudes de droit social réunies par Damien CHENU et Gwennhaël FRANCOIS*, Coll. Lamy Axe Droit, Wolters Kluwer, 2016, p. 187 à 194.

18) *Quelle évolution des attributions économiques et professionnelles du comité d'entreprise ?*, in Vincent BONNIN, (sous la dir.), *Actes du colloque organisé à Poitiers les 10 et 11 décembre 2015 : « Le comité dans l'évolution de la représentation collective des salariés »*, publication de la faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2016, p. 9 à 14.

19) *Le vieillissement du salarié*, in D. VIRIOT-BARRIAL (sous la dir.), *Actes du colloque organisé à Aix-Marseille Université le 20 novembre 2015 : « Une nouvelle politique sociale sur le vieillissement : histoire et prospective d'un défi »*, Coll. Droit Social, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2016, p. 221 à 229.

20) *La couverture sociale des élus locaux en matière de risque professionnel*, in T. TAURAN et E. MELLA (sous la dir.), « La protection sociale des élus », RDSS Mars-Avril 2017, p. 243 à 249.

21) *L'ubérisation et le contrat de travail*, Intervention le 6 avril 2017 à ICES (Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur) à La Roche-sur-Yon lors du colloque sur « Droit et économie : des divergences aux convergences » ; actes publiés sous la dir. de Serge SCHWEITZER, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, 2019, p. 187 à 199.

23) *L'assurance-maladie : entre maîtrise des dépenses et recherche de nouvelles voies de financement*, in I. DAUGAREILH et M. BADEL (sous la direction), *La sécurité sociale, Universalité et modernité, Approche de droit comparé*, Editions E. PEDONE, 2019, p. 473 à 480.

22) *Les modes dérogatoires de négociation collective*, in E. PATAUT, F. PETIT, S. ROBIN-OLIVIER, A. SUPIOT (sous la direction), Mélanges Pierre RODIERE (Liber Amicorum), LGDJ, 2019, p. 405 à 417.

24) Chapitre 2 – *Constitution du groupement et liberté syndicale, I – Liberté syndicale et objet syndical*, in F. PETIT (dir.), *Syndicalisme et droit syndicaux*, coll. Système, LGDJ, 2019, p. 33 à 36.

25) Chapitre 3 – *Organisation et fonctionnement du syndicat, I – Liberté d’organisation et gouvernance*, in F. PETIT (dir.), *Syndicalisme et droit syndicaux*, coll. Système, LGDJ, 2019, p. 51 à 54.

26) Chapitre 4 – *Représentativité et implantation*, in F. PETIT (dir.), *Syndicalisme et droit syndicaux*, coll. Système, LGDJ, 2019, p. 77 à 91.

27) Chapitre 5 – *Actions judiciaires, III – Actions de substitution*, in F. PETIT (dir.), *Syndicalisme et droit syndicaux*, coll. Système, LGDJ, 2019, p. 129 à 131.

28) *Proportionnalité, majorité et unanimité dans le processus de représentation des personnels*, in J.-P. AGRESTI (sous la dir.), Un universitaire entre droit et économie, Mélanges offerts à Serge SCHWEITZER, PUAM, 2019, p. 335 à 345.

29) *Les 100 ans du droit de la négociation collective (1919-2019) : les étapes essentielles de la conventionnalisation du droit du travail*, in G. FRANCOIS (sous la dir.), La conventionnalisation du droit du travail, Actes du colloque du 4 octobre 2019 qui a eu lieu à l’université Clermont-Auvergne, Bulletin Joly Travail décembre 2019, p. 42 à 48.

30) *La transparence financière, Sésame de l’activité syndicale*, in S. MOULLET et C. VANULS (sous la dir.), Quelles évolutions du dialogue social ? Des articulations nouvelles entre les niveaux de la négociation collective... aux nouvelles pratiques des acteurs, Chroniques du travail, Revue annuelle, Editions Institut Régional du Travail, décembre 2019, p. 83 à 93.

31) *La représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du comité social et économique*, in Mélanges offerts au Professeur Jean MOULY, Presses Universitaires de Limoges, 2020, p. 309 à 316.

32) *L’accès à la culture grâce au comité social et économique*, in G. CHARBONNIER (sous la dir.), Quelle responsabilité culturelle pour l’entreprise, Actes du colloque organisée à Aix-Marseille Université les 21 et 22 juin 2018 par le Centre de recherche en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, Presses Universitaires d’Aix-Marseille, 2019, p. 71 à 75.

33) *Les instances représentatives du personnel face aux injonctions de parité*, in G. SANTORO (sous la dir.), Les politiques publiques en matière d’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : quelle évolution ?, Actes du colloque organisé par le Comptresec, Université de Bordeaux, les 14-15 nov. 2019, Ed. Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine, 2021, p. 137 à 144.

34) *Le contrat de travail est-il un instrument de soumission ou de libération du salarié ?*, in N. REKIK, F. PETIT et M. KOSSSENTINI (sous la dir.), *L'évolution du droit des contrats, Approche comparée entre la Tunisie et la France*, Actes du colloque organisé par la Faculté de droit de Sfax, la Faculté de droit, d'économie et de gestion d'Avignon et le conseil de l'ordre des avocats – section Sfax – les 2 et 3 mars 2016, Editions Latrach, 2021, p. 139 à 150.

35) *Outils numériques et représentation du personnel*, in BOSSU B. (sous la dir.), *Technologies de l'information et de la communication et droit du travail*, Coll. Planet Social, LexisNexis, 2022, p 235 à 241.

36) *Section syndicale, syndicat professionnel, union territoriale, fédération professionnelle, confédération... Qui fait quoi ?*, in « Itinéraires d'un juriste, Mélanges en l'honneur de Marc VERICEL », Mare et Martin, 2023, p. 355 à 364.

37) *Le corps dans le travail*, in J. COUARD, « Ethique du corps », Actes du colloque organisée à Aix-Marseille Université le 3 décembre 2021 par le Centre de recherche en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, PUAM, 2023, p. 73 à 83.

38) *La représentation des salariés dans les entreprises en difficulté*, in Adeline CERAT, V. PERRUCHOT-TRIBOULET et Delphine RONET-YAGUE, « Le droit social des entreprises en difficulté », Actes du colloque organisé le 25 novembre 2022 à la Faculté de droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence, Coll. Planète Social, LexisNexis, 2023, p. 5 à 30.

39) *Les cadres d'implantation des comités sociaux et économiques*, in S. MOULLET et R. PONGE, « Bilan des réformes de la représentation du personnel et du dialogue social », *Chroniques du travail*, décembre 2023, p. 37 à 51.

40) *Les libertés citoyennes du salarié dans l'entreprise*, in G. CHARBONNIER, « Entreprise et droits humains », Actes du colloque organisé le 16 juin 2023 à la Faculté de droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence par le Centre de recherche en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, PUAM 2025, p. 109 à 128.

41) *L'Asie à l'origine de messages universels*, Rapport de synthèse du colloque organisé le 4 mars 2023 à la Faculté de droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence par le Centre de recherche en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, in G. CHARBONNIER, « L'Asie au carrefour des cultures », à paraître.

42) *Paul Morand, témoin de l'apogée et du déclin du monde colonial*, Rapport de synthèse du colloque organisé le 8 décembre 2023 à la Faculté de droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence par le Centre de recherche en éthique économique et des affaires et déontologie professionnelle, in G. CHARBONNIER, « **Paul Morand et la question coloniale** », à paraître.

43) *Les finances du syndicat*, in Mélanges offerts au Professeur Jean-Luc ALBERT, à paraître

44) *Désordre familial chez Jean Cocteau*, in G. CHARBONNIER et F. PETIT, « **Jean Cocteau et le droit de la famille** », à paraître

45) *Les heures d'activité de l'allocataire du RSA : un temps de travail ?*, in M. BADEL et S. TOURNAUX, « **Les Temps de travail saisis par la droit de la protection sociale** », colloque organisé les 20 et 21 mars à l'université de Bordeaux, Bulletin Joly Travail de septembre 2025, p. 55 à 58.

46) *Le témoignage littéraire d'une magistrate en quête de vérité sur le meurtre de son mari*, in L. BORDES, G. DRAGON, A. DUPPERAY, « **Besoin de justice** », avec le centre de recherche CIELAM, à paraître aux Presses Universitaires de Provence dans le cadre d'une « **anthologie curieuse** ».

### Etudes, chroniques et rapports :

1) Etude intitulée « **Les droits de la personnalité confrontés au particularisme des personnes morales** » (Dalloz Affaires n° 117 du jeudi 14 mai 1998, pp. 826 à 831).

2) Etude intitulée « **Le formalisme des mises en demeure émises par les URSSAF** » (JCP, entreprise et affaires 18 juin 1998 n° 25, pp. 980 à 985)

3) Rapport d'enquête sur la fonction régulatrice du juge en matière d'emploi (*in* « **Le juge, instance de régulation du marché du travail ?** », Rapport de recherche remis à la DARES en septembre 1999)

4) Etude intitulée « **Sur les clauses de garantie d'emploi** » (Dr. Soc. n° 1 de janvier 2000, pp. 80 à 94)

5) Etude intitulée « **L'influence du droit électoral politique sur les élections professionnelles dans l'entreprise** » (Dr. Soc., juin 2000, p. 603 à 613).

6) Etude intitulée « **Qu'est-ce qu'une institution représentative du personnel ?** » (Dr. Soc., décembre 2002, p. 1073 à 1079).

7) Etude intitulée « **L'Action de substitution, un cadeau promis à un avenir meilleur** » (Dr. Soc. mars 2004, p. 262 à 271).

8) Etude intitulée « **Les principes généraux du droit électoral dans la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de cassation** », (Recueil Dalloz 2005, n° 27, p. 1815 à 1820).

9) Etude intitulée « **L'émergence d'un concept juridique : L'accompagnement dans l'emploi** », (Dr. Soc. décembre 2006, p. 1136 à 1150).

10) Etude intitulée « **L'ordre public dérogatoire** » (intervention du 8 déc. 2006 à l'Institut des sciences sociales du travail de l'Université Paris I auprès de conseillers prud'homaux) ; publication par les éditions Francis Lefebvre (Revue de Jurisprudence Sociale, numéro de juin 2007, 12 pages).

11) Etude intitulée « **Le salarié mandaté... licencié... puis réintégré** », (Dr. Soc. mai 2007, p. 564 à 573).

- 12) Etude intitulée « **Le stage comme technique d'accompagnement vers l'emploi** », (Dr. Soc. novembre 2007, p. 1127 à 1134).
- 13) Etude intitulée « **Le droit à l'accompagnement** », (Dr. Soc. avril 2008, p. 413 à 423).
- 14) Etude intitulée « **Le vote électronique dans l'entreprise** » (publication La Semaine Juridique, éd. Soc., mai 2008, p. 15 à 19).
- 15) Rapport sur « **Représentation des travailleurs et dialogue social au lieu de travail** », XIXème Congrès mondial de Droit du travail et de la Sécurité sociale (Sydney en septembre 2009), 45 pages.
- 16) Etude intitulée « **Représentation syndicale et représentation élue après la loi du 20 août 2008** », (Dr. Ouv. janvier 2009, p. 22 à 39).
- 17) Etude intitulée « **Le suicide au travail : De la faute intentionnelle du salarié à la faute inexcusable de l'employeur** », (Les Petites Affiches, 3 juillet 2009, n° 132, pp. 4 à 9).
- 18) Etude intitulée « **Les premières décisions intéressant la rénovation de la démocratie sociale (loi n° 2009-789 du 20 août 2008)** », (Dr. Ouv. Décembre 2009, p. 12. à 21).
- 19) Recension d'un ouvrage intitulé « **Le guide des élections professionnelles et des désignations des représentants syndicaux dans l'entreprise** », de M.-L. Morin, L. Pécaut-Rivolier, Y. Struillou, Revue de droit du travail, Dalloz, novembre 2009, p. 679 et 680.
- 20) Article sur : **Faut-il instaurer un canal unique de représentation dans l'entreprise ? Pour la mise en place d'un « conseil d'entreprise », accompagnée de la fusion des délégués du personnel et des délégués syndicaux**, Revue de droit du travail, février 2010.
- 21) Article sur : **Les périmètres de l'entreprise en matière syndicale et électorale**, Dr. Soc. juin 2010, p. 634 à 641.
- 22) Article sur : **La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale**, présenté au colloque de Beyrouth sur les Nouvelles tendances du droit du travail, Faculté de droit et de sciences politiques de Saint-Joseph, 7, 8 et 9 avril 2011, Editions Centre d'Etudes des droits du Monde Arabe, p. 323 à 354.
- 23) Article sur : **L'application de la Constitution par le juge prud'homal**, Revue Française de Droit Constitutionnel, 2012, p. 89.
- 24) Article sur : **La constitutionnalisation du droit social**, JCP éd. S. 2010, N° 1352, synthèse d'une conférence donnée à Avignon le 26 mai 2010.
- 25) Article avec Laurence Pécaut-Rivolier sur : **Le redéploiement des forces syndicales – Enjeux et mesures de l'audience électorale**, Dr. Soc. 2010, p. 1168 à 1175.
- 26) Article sur : **L'affiliation confédérale, élément déterminant du vote des salariés** (commentaire groupé de 5 arrêts rendus le 18 mai 2011), Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1063 à 1068.

27) Article sur : **La pénibilité au travail, un nouveau risque professionnel ?**, Dr. Soc. mars 2011, p. 262 à 268.

28) Article sur : **Les scrutins sur sigle dans les très petites entreprises**, Dr. Soc. Janvier 2012, p. 48.

29) Article sur : **Le vote électronique est-il adapté aux élections des représentants du personnel ?**, intervention lors de la journée d'études organisée par N. Dompnier à l'ENS Lyon (25 novembre 2011), sur « Vote électronique, Dispositifs, pratiques et contestations » ; RDT juillet-août 2012, p. 413.

30) Article sur : « **Le droit à l'accompagnement, émergence d'un concept juridique** », n° spécial Informations Sociales (169) consacré à l'accompagnement social vers l'emploi, Janvier – Février 2012, p. 14.

31) Article sur : **Le bénéfice de l'âge (Quand l'âge devient source de bonification, non pas de discrimination)** ; Dr. soc. Mars 2012, p. 252.

32) Article sur : **Les périmètres de l'établissement distinct**, Colloque organisé à Montpellier par Paul-Henri Antonmattei le 8 juin 2012 sur « Les périmètres sociaux », Dr. Soc. 2012, p. 979.

33) Article sur : **L'émergence d'un droit à l'accompagnement**, in F. Petit (sous la dir.), L'accompagnement, entre droit et pratique, Actes du colloque qui s'est tenu à Avignon le 12 octobre 2012, Revue de droit sanitaire et social, Novembre – Décembre 2012, p. 977.

34) Article sur : **Les nouveaux contours de l'obligation de sécurité à la lumière des outils de prévention de la pénibilité**, Dr. Soc. Janvier 2013, p. 42.

35) Article sur : **L'émergence d'un droit électoral professionnel**, in F. Petit (sous la dir.), Vers un droit électoral professionnel, actes du colloque qui s'est tenu à Avignon le 22 mars 2013, Dr. Soc. Juin 2013.

36) Article sur : **Emplois d'avenir : un défi au chômage des jeunes peu qualifiés, le pari de leur professionnalisation**, Revue de droit sanitaire et social 2013, p. 221.

37) Article sur : **Les emplois d'avenir : un tremplin vers la professionnalisation**, Controverse, Revue de droit du travail 2013, p. 76.

38) Entretien : **Les premières conséquences de la loi ESR sur l'enseignement du droit**, Recueil Dalloz, 18 juillet 2013, p. 1824.

39) Entretien : **L'audience électorale des confédérations syndicales**, Recueil Dalloz, 5 septembre 2013.

40) Article sur : **L'émergence d'un droit électoral professionnel**, rapport introductif d'un colloque qui s'est tenu à l'université d'Avignon sur ce thème le 22 mars 2013, Dr. Soc. 2013, p. 480.

- 41) Article sur : **Emploi d'avenir : Une aide financière à l'embauche des jeunes peu qualifiés en contrepartie d'un dispositif de formation et d'accompagnement dans l'emploi**, Dossier Les contrats atypiques, Les cahiers sociaux, août-septembre 2013, p. 357.
- 42) Article sur : **Seuils d'effectifs et délais supplémentaires pour l'exercice des droits collectifs**, Dr. Soc. Octobre 2013, p. 846.
- 43) Article sur : **L'application sélective du Code électoral dans l'entreprise (Vade-mecum du salarié-électeur)**, Droit Ouvrier 2014, p. 22.
- 44) Article sur : **La fiabilité et la sécurité des scrutins électroniques**, Cahiers sociaux janvier 2014, p. 69.
- 45) Rapport introductif du colloque sur « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** » : « **Quel financement pour le dialogue social ?** », Dr. Soc. 2014, p. 692 à 696.
- 46) Article intitulé « **Peut-on dire du droit à l'accompagnement qu'il est un droit subjectif ?** », JCP S 2014, 1249, p. 8 à 12.
- 47) Article intitulé « **Les nouvelles attributions du comité d'entreprise** », Dr. Ouv. Juillet 2014, p. 482 à 490.
- 48) Article intitulé « **Comité d'entreprise : Vers une logique de coopération** », Cahiers Sociaux Août-septembre 2014, p. 526 à 529.
- 49) Article intitulé « **Les risques de l'engagement syndical** », Revue Personnel, n° 553, octobre 2014, p. 66 et 67.
- 50) Article intitulé : « **L'accompagnement financier de la perte d'autonomie des personnes âgées** », in Actes du colloque organisé à l'université Paris V sur « La prise en charge de la dépendance à l'horizon de la loi d'adaptation de la société au vieillissement », Journal de Droit de la Santé et de l'assurance Maladie, n° 4-2014, p. 15 à 19.
- 51) Article intitulé : « **Les 50 ans de la collectivité de travail** », en l'honneur des 50 ans du cabinet fondé par Jacques Barthélémy, 2015, non publié.
- 52) Article intitulé : « **La mosaïque des financements de la protection sociale** », intervention au colloque organisé le 16 janvier 2015 par la Société Française de Finances publiques au Ministère de l'Economie et des Finances sur « Finances publiques : quelle place pour demain ? », GFP n° 1-2016, p. 62 à 67.
- 53) Article intitulé : « **La discipline syndicale** », Dr. Soc. 2015, p. 442 à 448.
- 54) Article intitulé : « **La loi Macron au service du dialogue social dans l'entreprise** », Dr. Soc. Octobre 2015, p. 815 à 818.
- 55) Article intitulé : « **Les clauses et accords de mobilité** », in F. Petit (dir.), La négociation de la force de travail, Editions Universitaires d'Avignon, Coll. En-Jeux, 2015, p. 83 à 93.

- 56) Article intitulé : « **Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification de la représentation collective des salariés** », Dr. Soc. Novembre 2015, p. 850 à 852.
- 57) Article intitulé : « **Vers une représentation universelle des salariés** », Dr. Soc. Novembre 2015, p. 873 à 877.
- 58) Article intitulé : « **Les carences dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi** », 2016, non publié.
- 59) Rapport de synthèse intitulé « **La généalogie à l'épreuve ou au service du droit ?** » du colloque « **Droit et généalogie** » (Université d'Avignon, 9 octobre 2015) ; publication au Gnômon (Revue de l'Institut International de l'histoire du notariat ; 1<sup>er</sup> semestre 2016).
- 60) Article intitulé : « **Une représentation du personnel à la carte** », Dr. soc. 2016, p. 544 à 549.
- 61) Article intitulé : « **Travailler et bien vieillir** », Dr. Ouv. Juin 2016, p. 355 à 358.
- 62) Article intitulé : « **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** », Droit Ouvrier, août 2016, p. 483 à 491.
- 63) Article intitulé : « **Actualité de l'action syndicale devant les conseils de prud'hommes** », JCP S du 30 août 2016, 1291, p. 47 à 50.
- 64) Article intitulé : « **Plaidoyer pour un droit social réunifié** », avec Jacques Barthélémy, Dr. Soc. septembre 2016, p. 717 à 726.
- 65) Article intitulé : « **Négociation collective : la volonté d'encadrer et d'orienter la liberté contractuelle des partenaires sociaux** », La Gazette du Palais, 11 octobre 2016, p. 68 à 72.
- 66) Article intitulé : « **Le référendum en entreprise comme voie de secours** », Dr. soc. 2016, p. 903 à 906.
- 67) Article intitulé : « **La difficile mise en œuvre des référendums d'entreprise** », Dr. soc. 2017, p. 156 à 159.
- 68) Article intitulé : « **Le droit de grève dans les services publics : un puzzle à recomposer ?** », Dr. soc. 2017, p. 503 à 508.
- 69) Article intitulé : « **Le juge prud'homal face aux motifs économiques de licenciement** », Dr. Ouv. Juillet 2017, p. 400 à 411.
- 70) Article intitulé : « **L'avis d'inaptitude rendu par le médecin du travail** », Revue Droit, société, santé 2018 (1/2), p. 69 à 72.
- 71) Article intitulé : « **Les actions en justice du CHSCT** », Dr. soc. 2017, p. 645 à 649.

- 72) Article intitulé : « **La légitimité des organisations syndicales, préalable à la légitimité de l'accord collectif** », Dr. soc. 2018, p. 141 à 147.
- 73) Article intitulé : « **Les conditions d'organisation du référendum dans l'entreprise** », Dr. soc. 2018, p. 417 à 421.
- 74) Article intitulé : « **Les représentations élue et syndicale dans leurs derniers états** » (Loi de ratification n° 2018-217 du 29 mars 2018), Dr. soc. 2018, p. 511 à 515.
- 75) Article intitulé : « **Les contrats de travail courts : définition, diversité, usages abusifs et modalités de réduction** », avec Gilbert Cette, Dr. soc. 2018, p. 816 à 823.
- 76) Article intitulé : **Parité électorale dans l'entreprise : « Tant qu'il y aura des hommes »**, Dr. soc. 2018, p. 921 à 923.
- 77) Article intitulé : « **Les communications syndicales à l'ère du numérique** », Dr. soc. 2018, p. 1053 à 1060.
- 78) Article intitulé : « **Le devoir de travailler** », Dr. Soc. février 2019, p. 103 à 106.
- 79) Article sur « **La mise en place du vote électronique pour l'élection des représentants du personnel** » lors du colloque organisé par Sabrina Mrahaoui le 21 mars 2019 à l'université de Grenoble sur « La démocratie sociale à l'ère du numérique : regards croisés autour du vote électronique » ; publication des actes du colloque par Lexbase.
- 80) Article intitulé : « **La négociation préélectorale, une terre mouvante** » (avec Josepha Diringier), Dr. Soc. mai 2019, p. 385 à 394.
- 81) Article intitulé : « **La mise en demeure du cotisant défaillant** », Dr. Soc. septembre 2019, p. 764 à 767.
- 82) Article intitulé : « **Les éléments constitutifs de la rémunération pour l'application de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes (Décret n° 2019-15 du 8 janvier 2019)** », intervention lors de la journée organisée par la Direccte Bretagne sur « Promouvoir l'égalité femme-homme, dans sa pratique professionnelle », 18 octobre 2019 ; Dr. Soc. janvier 2020, p. 53 à 57.
- 83) Article intitulé : « **Les mutations de la représentation des personnels - Du comité social et économique au conseil d'entreprise** », Revue des Sociétés 2020, p. 7 à 16.
- 84) Article intitulé : « **Les méandres législatifs de la lutte contre les discriminations sexistes au travail** », intervention lors du colloque organisé par Stéphanie Le Cam sur « Egalité Femmes-hommes », ISSTO, Université Rennes II, 21 novembre 2019, Dr. Ouvrier mars 2020, p. 132 à 138.
- 85) Article intitulé : « **Les (derniers) remèdes à la représentation déséquilibrée entre les femmes et les hommes au sein du comité social et économique** », Dr. Soc. mars 2020, p. 244 à 248.

- 86) Article intitulé : « **Le droit à l'accompagnement professionnel** », Dr. Soc. mai 2020, p. 390 à 400.
- 87) Article intitulé : « **La représentation des personnels face au risque mortel** », intervention lors du colloque organisé par Allison Fiorentino à l'université de Rouen sur « La mort et le droit social » (28 novembre 2019), Dr. Soc. nov. 2020, p. 911 à 915.
- 88) Article intitulé : « **Les budgets du comité social et économique** », RJS janvier 2021, p. 3 à 8.
- 89) Article intitulé : « **Gérer le passage du comité d'entreprise au comité social et économique** », RJS septembre 2021.
- 90) Article intitulé : « **Le temps des déplacements du salarié** », Dr. Soc. janvier 2022, p. 32 à 36.
- 91) Article intitulé : « **Elections professionnelles : de l'égalité femmes/hommes à la représentation équilibrée** », RJS juillet 2022, p. 559 à 564.
- 92) Article intitulé : « **L'intervention du commissaire de justice dans les relations du travail** », Gaz. du Palais 30 mai 2023, n° 18, p. 50 à 54.
- 93) Article intitulé : « **Les petites mains du journalisme : Les correspondants locaux de presse** », Dr. Soc. septembre 2023, p. 692 à 693.
- 94) Entretien : « **A la rencontre de... Franck Petit** », in S.-D. Noisette, S. Ticaud, H. Adnani, P. Loche, Personnels de direction en collège et lycée, Réussir le Concours – Construire les compétences, Berger Levrault, 2023, p. 665 à 669.
- 95) Article intitulé « **Les freins à l'accès aux informations économiques et juridiques et à leur partage** », intervention lors du colloque organisé par l'AFDT à l'université de Nice les 22 et 23 septembre 2023 sur « L'accès au droit du travail : perturbations et turbulences contemporaines » (Journées d'automne de l'AFDT), Dr. Soc. 2024, p. 120 à 124.
- 96) Article intitulé « **Le référendum a-t-il sa place dans les relations collectives de travail ?** », RJS 2/2024, p. 7 à 13.
- 97) Article intitulé « **Choisir le vote électronique dans l'entreprise** », RJS octobre 2025, p. 15 à 22.
- 98) Article intitulé « **Elections et référendums professionnels : Réflexions sur les principes généraux du droit électoral** », Dr. Soc. Septembre 2025, p. 692 à 699.
- 99) Article intitulé « **Les Mémoires d'une syndicaliste opiniâtre** », Dr Soc. Novembre 2025
- 100) Article intitulé « **L'Education européenne, ou l'école de la résistance pour une paix partagée** », à paraître dans la revue Droit et littérature.

**Commentaires de jurisprudence :**

1) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 6 juillet 1999 : « **Nouvelle précision sur la désignation d'un délégué du personnel comme délégué syndical dans les entreprises de moins de cinquante salariés** » (Dalloz du 17 février 2000, n° 7, Jurisp. pp. 148 à 151)

2) Commentaire de l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Paris le 22 février 2000 : « **Le chef d'entreprise peut-il participer au vote décidant de la modification du contrat de travail d'un salarié du comité d'entreprise ?** » (Dalloz du 12 avril 2001, n° 15, pp. 1206 à 1209)

3) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 29 juin 2001 : « **L'égalité de traitement entre les syndicats** » (Dalloz 2002 n° 1 Jurisp. pp. 34 à 38)

4) Commentaire de l'arrêt rendu par la CA de PARIS le 4 juillet 2001 : « **Aux frontières du droit Civil et du droit du travail : l'opposabilité d'une convention collective aux adhérents d'un groupement patronal signataire** » (Dalloz 2002, n° 8, jurisp. pp. 676 à 679)

5) Commentaire de l'arrêt rendu le 12 juin 2001 par la chambre sociale de la Cour de cassation : « **Les actions en exécution de la convention collective étendue** » (JCP 2002, éd. générale, n° 12, pp. 560 à 564)

6) Commentaire de l'arrêt rendu le 26 mars 2002 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : « **De la négociation à la conclusion d'un avenant portant révision d'un accord collectif** » (Dalloz 2002, n° 43 p. 3231 à 3235)

7) Chronique consacrée au droit électoral dans l'entreprise intitulée « **2004-2005, deux années de jurisprudence en matière d'élections professionnelles** », (Cahiers Sociaux du Barreau de Paris avril 2006, pp. 162 à 167) ; on y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 5 janv. 2005 (publicité du protocole d'accord préélectoral) ; 13 oct. 2004 (modification conventionnelle du nombre de collèges électoraux) ; 22 juin 2005 (électorat) ; 27 oct. 2004 (répartition des électeurs par établissements) ; 23 juin 2004 et 13 oct. 2004 (candidatures) ; 24 nov. 2004 (date des élections) ; 14 janv. 2004 et 23 juin 2004 (propagande électorale) ; 24 nov. 2004 (vote par correspondance) ; 6 décembre 2004 (vote électronique) ; 13 juillet 2004 et 6 juillet 2005 (liste d'émargements) ; 6 juillet 2005 (sincérité du scrutin) ; 20 avril 2005 (loyauté du scrutin) ; 29 juin 2005 (dispositif judiciaire de contrôle) ; 18 fév. , 17 mars, 30 mars et 27 oct. 2004 (contentieux électoral).

8) Note sous Cass. soc. 4 octobre 2007 (**demande de requalification d'une convention de stage**), *in* Droit Social 2007, p. 1323 à 1325.

9) Commentaire de l'arrêt rendu le 16 janvier 2008 (arrêt Brit Air) par la Chambre sociale de la Cour de cassation : « **L'unité économique et sociale peut-elle accueillir un CHSCT ?** », *in* Droit social, mai 2008, pp. 560 à 565.

10) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise : deux années d'évolutions jurisprudentielles (2006-2007)** » (Publication à la Revue de Jurisprudence Sociale, éditions Francis Lefebvre, juin 2008) ; on y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 15 fév. et 24 mai 2006 (protection contre le licenciement du salarié demandant l'organisation d'élections) ; 25 janv. 2006 (période pendant laquelle il est possible de demander l'organisation d'élections) ; 14 fév. 2007 (saisine du juge en vue de l'organisation

d'élections) ; 14 fév. 2007, 3 mai 2007 et 19 septembre 2007 (invitation à négocier le protocole d'accord préélectoral) ; 8 nov. 2006 (conditions de validité du protocole d'accord préélectoral) ; 19 sept. 2007 (contestation d'un protocole d'accord préélectoral) ; TA 22 juin 2006 (répartition des personnels dans les collèges) ; Cass. soc. 10 janvier 2006, 15 février 2006, 12 juillet 2006, 28 fév. 2007 (électorat) ; 3 oct. 2007 (éligibilité) ; 15 fév. 2006, 6 déc. 2006, 23 mai 2007 (candidatures) ; 26 avril 2006 (vote électronique) ; 26 septembre 2006 (organisation du 2ème tour) ; 1er fév. et 25 oct. 2006, 20 déc. 2006, 4 avril 2007, 23 mai 2007, 24 oct. 2007 (contentieux électoral) ; 25 oct. et 6 déc. 2006, 20 juin 2007 (mise en place d'un CHSCT).

11) Note sous Cass. soc. 24 septembre 2008 : « **Elections professionnelles : les chemins détournés du panachage** », publication à la Revue de droit du travail, janvier 2009, p. 48 et 49, Dalloz.

12) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise : le tourbillon législatif et jurisprudentiel de l'année 2008** », publication à la Revue de Jurisprudence sociale de juin 2009, p. 419 à 437 ; on y trouve des développements sur les innovations issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 et une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 12 mars 2008 et 13 février 2008 (notion d'organisation représentative) ; 14 février 2007, 21 novembre 2007 et 9 juillet 2008 (invitation à négocier le protocole d'accord préélectoral) ; 20 juin 2007 (perte de la qualité d'établissement distinct) ; 6 juin 2007 et 23 septembre 2008 (sur le constat de carence) ; 30 janvier, 12 mars, 24 septembre et 13 novembre 2008 (électorat, éligibilité, candidature) ; 19 décembre, 30 janvier, 5 mars et 24 septembre 2008 (modalités du scrutin) ; 30 janvier et 12 février 2008 (contentieux) ; 7 novembre 2007, 16 janvier et 24 septembre 2008 (durée des mandats) ; 13 mai 2008 (durée de la protection accordée aux candidats) ; 12 mars et 16 avril 2008 (mise en place du CHSCT).

13) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 16 décembre 2008, intitulé : « **L'unité économique et sociale n'a pas la personnalité juridique** », publication au Recueil Dalloz, 2009, Jurisp. p. 986.

14) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 5 mars 2009, intitulé : « **Qui est éligible au CHSCT ?** », Droit social, mai 2009, p. 543 à 547.

15) Commentaire de l'arrêt rendu par la Chambre sociale de la Cour de cassation le 23 octobre 2009, intitulé : « **Le contentieux préélectoral sorti de l'impasse** », Dr. Soc. février 2010, p. 161.

16) Note sous Cass. soc. 4 novembre 2009 : « **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation** », Dr. Soc. février 2010 ; p. 247 à 249.

17) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise et réforme de la démocratie sociale : la Cour de cassation prend la main (1ère partie)** », Cahiers sociaux du barreau de Paris, Avril 2010, p. 96 à 102. On y trouve une série d'observations sous les arrêts suivants : Cass. soc. 17 juin 2009 (décompte des effectifs) ; 8 juillet 2009 (présomption de représentativité, respect des valeurs républicaines) ; 21 octobre 2009 (date d'entrée en vigueur de la loi de 2008) ; 29 avril 2009 (appréciation du critère des effectifs) ; 29 avril 2009 (unité économique et sociale) ; 8 décembre 2009, 5 novembre 2009 (constat de carence) ; 13 mai 2009 (information des syndicats lors de la négociation préélectorale) ; Tribunal d'instance Rouen 12 mars 2009 (vote des salariés mis à disposition) ; cass. soc. 8 juillet 2009, 21 octobre

2009 (vote des cadres) ; 8 décembre 2009 (Participation des gérants mandataires non salariés) ; 5 mai, 13 mai, 4 novembre, 19 novembre, 16 décembre 2009 (candidature) ; 31 mars 2009 (représentants auprès du comité de groupe) ; 4 novembre 2009 (représentant syndical auprès du comité d'entreprise) ; 27 mai 2009 (désignation de délégués syndicaux).

18) Chronique intitulée « **Droit électoral dans l'entreprise et réforme de la démocratie sociale : la Cour de cassation prend la main (2ème partie)** », à paraître aux Cahiers sociaux du barreau de Paris, Mai 2010. On y trouve une série d'observations sur les arrêts et les textes normatifs suivants : Cass. soc. 11 février 2009 (vote par procuration) ; communiqué de la CNIL du 30 avril 2009 (vote électronique) ; 31 mars 2009, 29 avril 2009, 23 septembre 2009, 21 octobre 2009 (intérêt à agir) ; 11 juin 2009 (qualité pour agir) ; 18 novembre 2009 (régularité du jugement) ; 18 novembre 2008, 23 septembre 2009, 4 novembre 2009 (exercice des voies de recours) ; 21 janvier 2009, 17 juin 2009 (durée des mandats) ; 29 avril, 17 juin, 21 octobre, 16 décembre 2009 (élection des membres du CHSCT).

19) Commentaire sous Cass. soc. 27 janvier 2010 : **Le référendum électronique est-il voué à l'échec ?**, La Semaine Juridique, édition Social, n° 15 du 13 avril 2010, 1146, p. 12 à 16.

20) Note sous Cass. soc. 13 janvier et 10 mars 2010 : **Les causes d'annulation d'un scrutin**, Dr. soc. mai 2010, p. 595 à 597.

21) Note sous Cass. soc. 13 janvier 2010 : **L'action syndicale dans l'entreprise par l'intermédiaire d'une union syndicale**, Droit social mai 2010, p. 597 et 598.

22) Note sous cass. soc. 3 mars 2010 : « **Ancienneté d'un syndicat et changement d'affiliation** », Dr. Soc. 2010, p. 722.

23) Commentaire des arrêts rendus le 10 mars 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **L'application dans le temps de la réforme de la représentativité syndicale**, La Semaine Juridique, édition générale, n° 12 du 1 avril 2010, 421, p. 775.

24) Note sous Cass. soc. 10 mars 2010 : « **Représentativité présumée : le sursaut des derniers instants** », Dr. Soc. 2010, p. 602 à 604.

25) Note sous Cass. soc. 31 mars 2010 : « **L'action en contestation de la représentativité d'un syndicat** », Dr. Soc. 2010, p. 863.

26) Note sous Cass. soc. 30 mars 2010 : « **Quelle représentativité syndicale au niveau du groupe ?** », Dr. Soc. 2010, p. 865.

27) Commentaire Cass. soc. 26 mai 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **L'option de vote des salariés mis à disposition ?**, Dr. Soc. Juillet-Août 2010, p. 826.

28) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **La régularité de la désignation d'un membre du CHSCT**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1003 à 1005.

29) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le mode d'attribution des sièges dans un scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1000.

- 30) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le point de départ du délai de contestation du 1<sup>er</sup> tour des élections**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1001 et 1002.
- 31) Note sous Cass. soc. le 26 mai 2010 : **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation (2)**, Dr. Soc. septembre-octobre 2000, p. 1002 et 1003.
- 32) Commentaire Cass. soc. 23 juin 2010 : **L'identification de l'électeur par un code-barre**, JCP éd. S. 2010, n° 1363, p. 8 à 12.
- 33) Commentaire des arrêts rendus le 23 juin et 8 juillet 2010 par l'Assemblée Plénière de la Cour de cassation (en collaboration avec Valérie Bernaud) : **La Cour de cassation face aux premières questions prioritaires de constitutionnalité en droit du travail : « la porte étroite »**, Recueil Dalloz, 2010, p. 2264.
- 34) Note sous Cass. soc. 23 juin 2010 : **La localisation des adhérents de la section syndicale : entreprise ou établissement ?**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1135 et 1136.
- 35) Note sous Cass. soc. 23 juin et 7 juillet 2010 : **En matière d'inexistence, régularisation ne vaut**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1130 et 1131.
- 36) Note sous Cass. soc. 13 juillet 2010 : **L'appréciation des seuils électoraux : quelle élection faut-il prendre en considération ?**, Dr. Soc. Novembre 2000, p. 1133 et 1134.
- 37) Commentaire des arrêts rendus le 22 septembre 2010 par la Chambre sociale de la Cour de cassation : **Les effets de seuils électoraux en matière syndicale depuis la loi n° 2008-789 du 20 août 2008**, Dr. Ouv. 2010, p. 655.
- 38) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **L'éligibilité des salariés intérimaires au CHSCT de l'entreprise qui les emploie**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1262-1263.
- 39) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **Quelles modalités de vote pour l'élection des membres du CHSCT**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1260-1261.
- 40) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2010 : **Détermination du champ géographique couvert par un syndicat : l'indifférence de l'affiliation à une union syndicale**, Dr. Soc. Décembre 2010, p. 1258-1259.
- 41) Note sous Cass. soc. 13 octobre 2010 : **Les incidences d'un retrait de candidatures**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 107 à 109.
- 42) Note sous Cass. soc. 13 octobre 2010 : **L'organisation d'élections complémentaires en cas d'augmentation des effectifs**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 109 à 111.
- 43) Note sous Cass. soc. 13 octobre 2010 : **La demande d'organisation des élections « manifestement dépourvue de tout caractère sérieux »**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 111 et 112.
- 44) Note sous Cass. soc. 22 septembre et 29 octobre 2010 : **Le représentant de la section syndicale en mal d'implantation (3)**, Dr. Soc. janvier 2011, p. 114 à 116.

- 45) Note sous Cass. soc. 13 octobre et 29 octobre 2010 : **La désignation de délégués syndicaux « surnuméraires » par des syndicats affiliés à une même organisation syndicale**, Dr. Soc. Janvier 2011, p. 116 à 118.
- 46) Note sous Soc. 13 octobre 2010, **Le respect des valeurs républicaines dans l'action syndicale**, D. 2011, p. 289 à 291.
- 47) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2010 : **Les pouvoirs d'un bureau de vote**, Dr. Soc. Février 2011, p. 224 et 225.
- 48) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2010 : **La composition du collège électoral chargé d'élire les représentants du personnel auprès du CHSCT**, Dr. Soc. Février 2011, p. 227 et 228.
- 49) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2010 : **Inscription sur la liste électorale : quel établissement de rattachement ?**, Dr. Soc. Février 2011, p. 223 et 224.
- 50) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2010 : **Quel mode de scrutin pour l'élection des membres du comité central d'entreprise ?**, Dr. Soc. Février 2011, p. 226.
- 51) Note sous Cass. soc. 6 janvier 2011 (2 arrêts), **Le calcul des seuils électoraux**, Dr. Soc. 2011, p. 340 et 341.
- 52) Note sous Cass. soc. 6 janvier 2011, **La survie temporaire de la présomption irréfragable de la représentativité**, Dr. Soc. 2011, p. 338 et 339.
- 53) Commentaires des arrêts rendus les 10 novembre 2010 et 6 janvier 2011 : **Le périmètre de désignation des délégués syndicaux**, Dr. Soc. Avril 2011, p. 414 à 422.
- 54) Note sous Cass. soc. 19 janvier 2011, **Effectif et option de vote des salariés mis à disposition**, Dr. Soc. Avril 2011, p. 470 et 471.
- 55) Note sous Cass. soc. 6 janvier 2011, **Le contrôle des opérations de dépouillement**, Dr. Soc. 2011, p. 471 et 472.
- 56) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011, **La répartition des suffrages entre les syndicats ayant fait liste commune**, Dr. Soc. Mai 2011, p. 600 et 601.
- 57) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011, **Le périmètre électoral d'appréciation des causes d'annulation d'un scrutin**, Dr. Soc. Juin 2011, p. 728 à 731.
- 58) Commentaire de l'arrêt rendu le 5 avril 2011, **Le temps du vote électronique**, JCP 2011, éd. S., n° 1252.
- 59) Note sous 16 février 2011, **Election des représentants d'un comité d'établissement au comité central d'entreprise**, JCP 2011, éd. S., n° 1259.
- 60) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011, **Le comité d'entreprise peut-il agir en exécution d'un accord collectif ?**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 877 et 878.

- 61) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011 (2 arrêts), **La reconnaissance légale d'un collège électoral pour les journalistes**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 874 à 876.
- 62) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011, **La répartition matérielle du contentieux relatif au découpage d'une entreprise en établissements distincts**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 873.
- 63) Note sous Cass. soc. 2 mars 2011, **Les sanctions du défaut d'affichage sur l'organisation des élections professionnelles**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 870 et 871.
- 64) Note sous Cass. soc. 5 avril 2011, **Les conditions d'appréciation dans le temps de la validité d'un protocole préélectoral**, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 872.
- 65) Note sous Cass. soc. 5 avril 2011, **La survie provisoire de la présomption irréfragable de la représentativité** dans les structures complexes : le cas particulier de l'UES, Dr. Soc. Juillet-Août 2011, p. 869 et 870.
- 66) Note sous Cass. soc. 18 mai 2011, **Le périmètre de désignation des délégués syndicaux : nouvelle approche jurisprudentielle**, Dr. Soc. Septembre-Octobre 2011, p. 1005.
- 67) Note sous Cass. soc. 18 mai 2011 (2 arrêts), **La survie temporaire de la présomption irréfragable de la représentativité (2)**, Dr. Soc. Septembre-Octobre 2011, p. 1002.
- 68) Note sous Cass. soc. 15 juin 2011, **Délégués syndicaux surnuméraires : recommandation ne vaut pas obligation**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1126.
- 69) Note sous Cass. soc. 15 juin 2011, **De la compétence du délégué syndical pour déposer une liste de candidats**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1127.
- 70) Note sous Cass. soc. 29 juin 2011, **Les restrictions apportées à la liberté de choisir un délégué syndical**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1129.
- 71) Note sous Cass. soc. 29 juin 2011, **Un élu du personnel suppléant peut-il se désister au profit du candidat suivant de sa liste ?**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1124.
- 72) Note sous Cass. soc. 29 juin 2011, **Le périmètre d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1128.
- 73) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **Le périmètre de désignation du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Novembre 2011, p. 1131.
- 74) Commentaire de deux arrêts rendus le 28 septembre 2011, **L'enchevêtrement des niveaux de négociation et des modes de conclusion des accords préélectoraux**, JCP 2011, éd. Soc., 1549.
- 75) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **La cohabitation entre syndicats intercatégoriels et catégoriels**, Dr. Soc. 2011, p. 1132.
- 76) Note sous Cass. soc. 31 mai 2011, **Les conditions de validité de la résolution emportant désaffiliation d'une fédération**, Dr. Soc. 2011, p. 1133.

- 77) Note sous Cass. soc. 15 juin 2011, **Le représentant des salariés dans les procédures collectives comme institution représentative du personnel**, Dr. Soc. 2011, p. 1137.
- 78) Commentaire de 7 arrêts rendus le 28 septembre 2011, **Les syndicats mis à l'épreuve des scrutins**, Dr. Soc. Décembre 2011, p. 1241 à 1253.
- 79) Note sous Cass. soc. 28 septembre 2011, **La détermination du nombre de CHSCT dans les entreprises d'au moins 500 salariés**, Dr. Soc. 2011, p. 1308.
- 80) Note sous Cass. soc. 20 octobre 2011, **La constitutionnalité du critère syndical d'ancienneté de deux ans**, Dr. Soc. 2011, p. 1310.
- 81) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2011, **Les conditions de négociation et d'application d'un accord de droit syndical**, Dr. Soc. 2011, p. 1312.
- 82) Note sous Cass. soc. 28 septembre et 6 octobre 2011, **Les conditions de négociation, de conclusion et de contestation du protocole d'accord préélectoral**, Dr. Soc. 2011, p. 1313.
- 83) Note sous Cass. soc. 28 septembre 2011, **Mise à disposition : les options de vote différentes selon les élections en cause**, Dr. Soc. Décembre 2011, p. 1315.
- 84) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les séances du comité central d'entreprise en visioconférence**, Dr. Soc. 2012, p. 98.
- 85) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les conditions de révision d'un protocole d'accord préélectoral**, Dr. Soc. 2012, p. 99.
- 86) Note sous Cass. soc. 26 octobre 2011, **Les listes de candidatures séparées de syndicats appartenant à la même tendance**, Dr. Soc. 2012, p. 101.
- 87) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **Le dépôt tardif des candidatures**, Dr. Soc. 2012, p. 102.
- 88) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **Les conditions de désignation du délégué syndical central**, Dr. Soc. 2012, p. 106.
- 89) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **La contestation des élections des membres du CHSCT**, Dr. Soc. 2012, p. 108.
- 90) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **De la distinction entre absence de quorum et carence**, Dr. Soc. 2012, p. 109.
- 91) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2011, **Conditions de vote des salariés à temps partiel : révision urgente !**, D. 2012, Act. p. 22.
- 92) Note sous Cass. soc. 10 janvier 2012, **L'utilisation de la messagerie électronique à des fins syndicales**, D. 2012, Act. p. 223.

- 93) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **Le transfert d'un salarié n'emporte pas nécessairement le transfert de son score électoral**, D. 2012, Act., p. 224.
- 94) Note sous Cass. soc. 30 novembre 2011, **Le droit de rature, droit inhérent au scrutin de liste**, Dr. Soc. Février 2012, p. 207.
- 95) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **De la compétence de l'autorité administrative pour la répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel**, Dr. Soc. Février 2012, p. 203.
- 96) Note sous Cass. soc. 9 novembre 2011, **L'impossibilité d'écarter une catégorie de personnel de toute participation aux élections des représentants du personnel**, Dr. Soc. Février 2012, p. 201.
- 97) Note sous Cass. soc. 15 novembre 2011, **Quelle majorité pour l'approbation par les salariés d'un accord de prévoyance ?**, Dr. Soc. Février 2012, p. 204.
- 98) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **La représentation syndicale de collègues « spécifiques »**, Dr. Soc. Février 2012, p. 213.
- 99) Note sous Cass. soc. 14 décembre 2011, **Les conditions de désignation du représentant syndical au comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés**, Dr. Soc. Février 2012, p. 216.
- 100) Note sous Cass. soc. 11 janvier 2012, **Juge de l'action, juge de l'exception**, Dr. Soc. Mars 2012, p. 320.
- 101) Note sous Cass. soc. 10 janvier 2012, **L'avis du CHSCT, fruit d'une délibération**, Dr. Soc. Mars 2012, p. 318.
- 102) Note sous Cass. soc. 31 janvier 2012, **La contestation des résultats du premier tour des élections**, Dr. Soc. Avril 2012, p. 430.
- 103) Note sous cass. Soc. 25 janvier 2012, **Temps partiel et décompte des effectifs**, Dr. Soc. Avril 2012, p. 424.
- 104) Note sous Cass. soc. 28 mars 2012, **La liberté d'accès au lieu de dépouillement**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 535.
- 105) Note sous Cass. soc. 29 février 2012, **La désignation du salarié mis à disposition comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 534.
- 106) Note sous Cass. soc. 28 mars 2012, **Le monopole syndical de candidature au premier tour des élections**, Dr. Soc. Mai 2012, p. 534.
- 107) Note sous Cass. soc. 27 mars 2012 (2 arrêts), **Les conditions d'exigibilité et d'utilisation de la subvention de fonctionnement du comité d'entreprise**, Dr. Soc. Juin 2012, p. 643 à 646.

108) Note sous Cass. soc. 12 avril 2012 (2 arrêts), **Les listes communes à plusieurs syndicats de la même tendance**, Dr. Soc. Juin 2012, p. 639.

109) Note sous Cass. soc. 12 avril 2012, Note sous Cass. soc. 12 avril 2012 (2 arrêts), **La cohabitation entre syndicats intercatégoriels et catégoriels (2)**, Dr. Soc. Juin 2012, p. 641.

110) Commentaire des arrêts du 25 janvier et 31 janvier 2012, **Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ?**, Droit Ouvrier mai 2012, p. 356.

111) Note sous Cass. soc. 10 mai 2012, **La double candidature comme titulaire et suppléant**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

112) Note sous Cass. soc. 10 mai 2012, **La vacance d'un siège réservé au personnel d'encadrement au sein du CHSCT**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

113) Note sous Cass. soc. 10 mai 2012, **La désignation d'un délégué syndical central exclut celle d'un représentant de section syndicale au sein d'un établissement**, Dr. Soc. Juillet-Août 2012, p. 753.

114) Note sous Cass. soc. 20 juin 2012, Dr. Soc. 2012, **Le délégué du personnel faisant fonction de délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés**, Dr. Soc. Septembre 2012, p. 858.

115) Note sous Cass. soc. 20 juin 2012, **Variations sur la locution « de droit »**, Dr. Soc. Septembre 2012, p. 857.

116) Note sous Cass. soc. 20 juin 2012, **Le périmètre de désignation du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2012, p. 855.

117) Note sous Cass. soc. 23 mai 2012, **L'utilisation d'un site intranet à des fins syndicales**, JCP S, 2012, 1298.

118) Note sous Cass. soc. 26 septembre 2012, **Les conditions d'appréciation de l'électorat et de l'éligibilité des travailleurs temporaires**, Dr. Soc. 2012, p. 1073

119) Note sous Cass. soc. 26 septembre 2012, **Le dépôt d'une liste de candidats par un délégué syndical non mandaté**, Dr. Soc. 2012, p. 1072.

120) Note sous Cass. soc. 10 mai 2012, **Qu'est-ce qu'une liste commune ?**, JCP S, 2012, 1302.

121) Note sous Cass. soc. 26 septembre 2012, **Le dépôt tardif d'une liste de candidats**, Dr. Soc. 2012, p. 1071.

122) Note sous Cass. soc. 26 septembre 2012, **Le vote par correspondance avec dépouillement par lecture optique**, JCP S, 2012.

123) Note sous Cass. soc. 15 novembre 2012, **Qu'est qu'un syndicat ?** Dr. Soc. 2013, p. 69.

124) Note sous Cass. soc. 26 septembre 2012 (1 arrêt) et 14 novembre 2012 (2 arrêts), **La négociation du périmètre de l'établissement distinct**, Dr. Soc. 2013, p. 71.

125) Note sous Cass. soc. 14 novembre 2012 (2 arrêts), **L'appréciation du critère de l'ancienneté du syndicat**, Dr. Soc. 2013, p. 73.

126) Note sous Cass. soc. 14 novembre 2012, **La preuve de l'existence d'une section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 75.

127) Note sous Cass. soc. 24 octobre 2012 (2 arrêts), **L'impossibilité de déroger par voie conventionnelle aux conditions légales de désignation des représentants syndicaux au comité**, Dr. Soc. 2013, p. 76.

128) Note sous Cass. soc. 24 octobre 2012, **Conformité à la Convention EDH de l'article L. 2323-2 C. trav. exigeant des élus au CE pour désigner un représentant syndical**, Dr. Soc. 2013, p. 77.

129) Note sous Cass. soc. 24 octobre 2012, **L'employeur ne peut se faire juge de la validité de la désignation d'un représentant syndical au comité**, Dr. Soc. 2013, p. 81.

130) Note sous Cass. soc. 28 novembre 2012, **Le droit à une représentation syndicale spécifique chez les pilotes de ligne**, Dr. Soc. 2013, p. 187.

131) Note sous Cass. soc. 28 novembre 2012, **La désaffiliation imposée**, Dr. Soc. 2013, p. 184.

132) Note sous Cass. soc. 28 novembre 2012, **Le périmètre d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical (2)**, Dr. Soc. 2013, p. 185.

133) Note sous Cass. soc. 13 février 2013, **L'assouplissement des conditions de recours au vote par correspondance**, Dr. Soc. 2013, p. 372.

134) Note sous Cass. soc. 13 février 2013, **La représentativité acquise pour toute la durée d'un cycle électoral**, Dr. Soc. 2013, p. 374.

135) Note sous Cass. soc. 13 février 2013 (2 arrêts), **Désignation du représentant de la section syndicale : un revirement attendu**, Dr. Soc. 2013, p. 376.

136) Note sous Cass. soc. 27 février 2013, **La confidentialité des codes permettant le vote électronique**, JCP S 2013, 1165.

137) Note sous Cass. soc. 20 mars 2013, **L'aptitude à la fonction de représentant syndical au comité d'entreprise**, Dr. Soc. 2013, p. 472.

138) Note sous Cass. soc. 20 mars 2013, **L'ancien délégué syndical choisi comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 464.

139) Note sous Cass. soc. 27 mars 2013, **Le délégué du personnel titulaire désigné comme représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. 2013, p. 466.

140) Note sous Cass. soc. 27 février 2013 (3 arrêts), **Le choix des délégués syndicaux**, Dr. Soc. 2013, p. 468.

141) Note sous cass. Soc. 27 février 2013, **Le report du délai de forclusion de l'art. L. 2143-8 C. trav. au jour où l'employeur a connaissance de la fraude dans la désignation du représentant syndical**, Dr. Soc. 2013, p. 470.

142) Note sous Cass. soc. 27 mars 2013, **La compétence statutaire des syndicats catégoriels**, Dr. Soc. 2013, p. 463.

143) Note sous TI Belfort, 11 janvier 2013, **Quelle majorité pour conclure un protocole d'accord préélectoral ?**, Cahiers sociaux, juin 2013, p. 220.

144) Note sous Cass. soc. 17 avril et 20 juin 2013, **Les droits électoraux des agents publics intégrés à un organisme de droit privé**, Dr. Soc. Juin 2013, p. 562.

145) Note sous Cass. soc. 17 avril 2013, **La désignation des délégués syndicaux : entre restriction et liberté**, Dr. Soc. Juin 2013, p. 560.

146) Note sous Cass. soc. 29 mai 2013, **Le sort des désignations syndicales obtenues par tolérance**, Dr. Soc. 2013, p. 651.

147) Note sous Cass. soc. 29 mai 2013, **Le périmètres d'appréciation des résultats électoraux en vue de la désignation d'un délégué syndical**, Dr. Soc. Juillet-Août 2013, p. 653.

148) Note sous Cass. soc. 26 juin 2013, **La conformité statutaire du champ professionnel et géographique d'intervention du syndicat**, Dr. Soc. Octobre 2013, p. 862.

149) Note sous Cass. soc. 26 juin 2013, **La prorogation négociée des mandats électifs**, Dr. Soc. 2013, p. 864.

150) Note sous Cas. Soc. 26 juin 2013, **La survenance d'un fait nouveau rendant impossible l'annulation d'une désignation syndicale**, Dr. Soc. Novembre 2013, p. 959.

151) Note sous Cass. soc. 25 septembre 2013, **L'incidence d'un changement des périmètres sur la désignation d'un représentant de la section syndicale**, Dr. soc. Décembre 2013, p. 1059.

152) Note sous Cass. soc. 16 octobre 2013, **Les conséquences d'une désaffiliation à l'égard d'un délégué syndical**, Dr. soc. Janvier 2014, p. 86.

153) Note sous cass. Soc. 16 octobre 2013, **L'effectivité du principe de participation**, Dr. Soc. Janvier 2014, p. 88.

154) Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel du 26 juillet 2013, **L'exclusion de vote des salariés mis à disposition pour l'élection des administrateurs salariés**, Revue des Sociétés, Février 2014, p. 112.

155) Note sous Cass. soc. 14 nov. 2013, **L'appréciation dans le temps des critères de représentativité**, Dr. Soc. 2014, p. 180.

156) Note sous Cass. soc. 24 septembre 2013 et 14 novembre 2013, **Etre ou ne pas être syndicat catégoriel**, Dr. Soc. 2014, p. 183.

157) Note sous Cass. 31 mars 2009 et 14 novembre 2013, **La négociation de la composition et du périmètre de l'unité économique et sociale**, Dr. Soc. 2014, p. 186.

158) Note sous Cass. soc. 4 février 2014, **Les modalités impératives de conclusion d'un accord collectif**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 483

159) Note sous Cass. soc. 19 février 2014, **Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 486.

160) Note sous Cass. soc. 14 janvier 2014, **Le bénéfice attendu d'une liste commune pour désigner un délégué syndical**, Dr. Soc. Mai 2014, p. 485.

161) Note sous Cass. soc. 4 juin 2014, **La prééminence des candidatures déposées par la fédération syndicale**, Dr. Soc. Octobre 2014, p. 861 et 862.

162) Note sous Cass. soc. 4 juin 2014, **La fin du mandat du représentant de la section syndicale**, Dr. Soc. Octobre 2014, p. 862 et 863.

163) Note sous Cass. soc. 2 juillet 2014, **A qui incombe la rédaction du procès-verbal des élections ?**, Dr. Soc. Novembre 2014, p. 962 et 963.

164) Note sous Cass. soc. 2 juillet 2014, **La participation d'un syndicat catégoriel à une négociation intercatégorielle**, Dr. Soc. Décembre 2014, p. 1070 et 1071.

165) Note sous Cass. soc. 4 juin 2014, **Modalités de mise en œuvre du vote électronique**, JCP S, 9 septembre 2014, 1344, p. 37 à 38.

166) Note sous Cass. soc. 8 octobre 2014, **Le renouvellement prématuré d'un CHSCT**, Dr. Soc. Février 2015, p. 187 et 188.

167) Note sous Cass. soc. 5 novembre 2014, **La présentation aux élus du personnel d'un plan « confidentiel » de départs volontaires**, Rev. Soc. septembre 2015, p. 510 à 514.

168) Note sous Cass. soc. 5 novembre 2014, **Liste commune : le risque de « captage » des suffrages**, Dr. Soc. Février 2015, p. 191 et 192.

169) Note sous TGI Paris 9 septembre 2014, **Loyauté dans la négociation collective : Distinction entre « signatures séparées » et « négociations séparées »**, Les Cahiers sociaux février 2015, p. 97 à 99.

170) Note sous Cass. soc. 17 décembre 2014, **Nouvelles précisions sur le décompte des effectifs**, Droit Soc. 2015, p. 284 et 285.

171) Note sous Cass. soc. 28 janvier 2015, **La représentation des cadres au sein du comité central d'entreprise**, Dr. Soc. 2015, p. 471 et 472.

172) Note sous Cass. soc. 28 janvier 2015, **Peut-on organiser des élections professionnelles pendant une grève ?**, JCP S 31 mars 2015, 1114, p. 31 à 34.

173) Note sous Cass. soc. 17 décembre 2014, **L'abandon de la condition d'unanimité pour la conclusion d'un accord de réduction ou de prorogation des mandats**, Dr. Soc. 2015, p. 378 et 379.

174) Note sous CE 11 mars 2015, 2 espèces, **L'intransigeance de la CNIL et du Conseil d'Etat en matière de vote électronique**, JCP éd. S, 2015, 1194, p. 31 à 35.

175) Note sous Cass. soc. 5 novembre 2014, **La présentation aux élus du personnel d'un plan « confidentiel » de départs volontaires**, Revue des Sociétés, septembre 2015, p. 510 à 514.

176) Note sous Cass. soc. 31 mai 2016, « **Dépôt d'une liste de candidats aux élections des délégués du personnel** », JCP S du 20 septembre 2016, 1314, p. 41 à 43.

177) Note sous Cass. soc. 9 septembre 2016, **Les conditions d'appréciation de l'indépendance et de la transparence d'un syndicat**, Dr. Soc. décembre 2016, p. 1070.

178) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **La confidentialité des votes exprimés par voie électronique**, JCP S du 2 novembre 2016, 1371, p. 24 à 26.

179) Note sous Cass. soc. 16 novembre 2016, **Le licenciement économique dans les groupes de sociétés et les réseaux de distribution**, Revue des sociétés, avril 2017, p. 243 à 249.

180) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **La poursuite de la procédure d'alerte économique déclenchée par un comité d'entreprise**, Revue des sociétés, juin 2017, p. 378 à 381.

181) Note sous Cass. soc. 22 février et 8 mars 2017, **La transparence financière comme condition généralisée à l'exercice des prérogatives syndicales dans l'entreprise**, Dr. soc. 2017, p. 575 et 576.

182) Note sous Cass. soc. 1 février 2017, **L'extension du statut protecteur à tout membre d'une commission paritaire professionnelle**, Dr. soc. 2017, p. 577 et 578.

183) Note sous TI Châteauroux du 23 février 2017, **La parité électorale dans l'entreprise**, Les Cahiers Sociaux Juillet 2017, p. 360 à 362.

184) Note sous Cass. soc. 16 nov. 2016, **Le licenciement économique dans les groupes de sociétés et les réseaux de distribution**, Revue des sociétés, avril 2017, p. 243 à 249.

185) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2016, **Les délais d'examen des informations remises au comité d'entreprise**, Revue des sociétés, juillet-Août 2017, p. 446 à 449.

186) Note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 9 mars 2017, **Pas de requalification et de redressement URSSAF sans mise en cause des médecins remplaçants**, JCP Ed. Entreprises et Affaires du 19 octobre 2017, n° 1579, p. 46 et 47.

187) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2017, **Action syndicale : droits attachés à la personne du salarié et intérêt collectif de la profession**, JCP S 2017, 1370, p. 28 à 30.

188) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2017, **La fermeture provisoire de l'accès à une messagerie électronique en matière syndicale**, Dr. soc. décembre 2017, p. 1087 et 1088.

189) Note sous Cass. soc. 15 et 22 novembre 2017, **Double majorité et unanimité pour conclure un protocole d'accord préélectoral**, Dr. Soc. mars 2018, p. 305 et 306.

190) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2017, **Les moyens financiers du groupe mis au service du reclassement**, Revue des Sociétés, mars 2018, p. 195 à 197.

191) Note sous Cass. soc. 24 mai 2018, **Faute de gestion ne vaut pas motif économique de licenciement**, Revue des Sociétés, 2018, p. 353 à 358.

192) Commentaire de la décision QPC du Conseil constitutionnel du 13 juillet 2018, **La représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des institutions représentatives du personnel**, Constitutions 2018, p. 343.

193) Note sous Cass. soc. 3 octobre 2018, **Le caractère personnel et confidentiel du vote électronique**, JCP éd. soc. 2018, n° 1369, p. 25 et 26.

194) Note sous Cass. soc. 3 mai 2018, **L'obligation de sécurité et la compétence du Conseil de prudhommes**, JCP éd. Entreprise et Affaires, 2018, chron. protection sociale 1571, n° 15, p. 46.

195) Note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 4 avril 2019, **La mise en demeure du cotisant et l'opposition à contrainte**, JCP éd. Entreprise et Affaires, 2019, chron. protection sociale 1516, n° 3, p. 39 et 40.

196) Note sous TI Saint-Ouen, 16 avril 2019, **L'interruption d'un vote électronique**, Bull. Joly travail, juin 2019, p. 19 à 21.

197) Note sous Cass. soc. 9 oct. 2019, **Le référendum visant à sauvegarder un accord « minoritaire »**, Dr. Soc. janvier 2020, p. 96 et 97.

198) Note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 10 octobre 2019, **Déclaration d'arrêt de travail et obligation d'information de la caisse**, JCP éd. Entreprise et Affaires, 26 mars 2020, chron. protection sociale 1148, p. 39.

199) Note sous Cass. soc. 22 janvier 2020, **A la recherche de l'établissement distinct**, Dr. Soc. mars 2020, p. 281 et 282.

200) Note sous Cass. soc. 22 janvier 2020, **La saisine de l'autorité administrative en cas de blocage d'une négociation préélectorale**, Dr. Soc. mai 2020, p.474 et 475.

- 201) Note sous Cass. soc. 22 janvier 2020, **L'incompatibilité entre les fonctions d'élu du personnel et de représentant syndical au comité**, Dr. soc. 2020, p. 472 et 473.
- 202) Note sous Cass. soc. 25 mars 2020, **Les conditions de désignation d'un délégué syndical suppléant**, Dr. Soc. juillet-août 2020, p. 667 et 668.
- 203) Note sous Cass. soc. 11 mars 2020, **La compétence territoriale du juge judiciaire en matière électorale**, Dr. Soc. septembre 2020, p. 762 et 763.
- 204) Note sous Cass. 2ème civ. 9 décembre 2019, **URSSAF : Le formalisme des mises en demeure**, JCP éd. Entreprise et Affaires, 12 novembre 2020, chron. Protection sociale n° 1162, p. 42 et 43.
- 205) Note sous Cass. soc. 26 février 2020, **L'indépendance syndicale**, Dr. Soc. janvier 2021, p. 82 et 83.
- 206) Note sous Cass. soc. 22 janvier 2020, **Le refus d'étendre le bénéfice du statut protecteur**, Dr. Soc. janvier 2021, p. 86.
- 207) Note sous Cass. soc. 21 octobre 2020, **Qu'est-ce qu'une organisation syndicale professionnelle ?**, Dr. soc. Janvier 2021, p. 84.
- 208) Commentaire de CAA Lyon, 7<sup>ème</sup> ch. 10 septembre 2020, **Le juge administratif face au statut des travailleurs des plateformes numériques de mise en relation**, Bull. Joly Travail, décembre 2020, p. 14 à 16.
- 209) Note sous Cass. 2e civ. 8 octobre 2020, n° 19-16606, **Exclusion du salariat pour un entrepreneur individuel**, JCP éd. Entreprise et Affaires, 3 juin 2021, chron. Protection sociale, n° 1285, p. 49 et 50.
- 210) Note sous Cass. soc. 13 janvier 2021, **La loyauté dans la négociation collective freinée dans son élan**, Dr. Soc. mars 2021, p. 284 et 285.
- 211) Note sous Cass. soc. 13 janvier 2021, **De la distinction entre le risque de perdre un procès et la recevabilité de l'intervention syndicale**, Dr. Soc. mars 2021, p. 280 et 281.
- 212) Note sous Cass. soc. 13 janvier 2021, **Imminence de la nomination d'un conseiller du salarié et statut protecteur**, Dr. Soc. mars 2021, p. 286 et 287.
- 213) Note sous Cass. soc. 12 février 2021, **Quelle année de référence pour l'appréciation du critère de la transparence syndicale ?**, Dr. soc. mai 2021, p. 478 et 479.
- 214) Note sous Cass. soc. 17 mars 2021, **L'impossibilité pour un salarié de se donner, en tant que défenseur syndical, mandat à lui-même pour interjeter appel**, Dr. Soc. juin 2021, p. 564 et 565.
- 215) Note sous Cass. soc. 17 mars 2021, **La diffusion de communications syndicales auprès des salariés mis à disposition**, Dr. Soc. juillet/Août 2021, p. 668 et 669.

216) Note sous Cass. soc. 9 juin 2021 (2 arrêts), **L'autonomie de gestion de l'établissement distinct accueillant le CSE et de son responsable**, Dr. Soc. septembre 2021, p. 762 à 764.

217) Note sous Cass. soc. 12 mai 2021, **La contestation des élections professionnelles présentée au juge avant la proclamation des résultats**, Dr. Soc. septembre 2021, p. 764 et 765.

218) Commentaire des arrêts rendus le 9 juin 2021, **Le découpage de l'entreprise en établissements distincts depuis l'ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017**, Rev. Soc. février 2022, p. 112 à 118.

219) Note sous Cass. soc. 23 juin 2021, **Transparence financière et franchissement des seuils de ressources**, Dr. Soc. décembre 2021, p. 1046 et 1047.

220) Note sous Cass. soc. 8 septembre 2021, **L'exclusion de toute représentation syndicale auprès des comités sociaux et économiques des entreprises de moins de cinquante salariés**, Dr. Soc. décembre 2021, p. 1048 et 1049.

221) Note sous décision du Cons. Const. n° 2021-928 QPC du 14 septembre 2021, **Pour un élargissement des conditions de désignation des défenseurs syndicaux**, Dr. Soc. décembre 2021, p. 1045 et 1046.

222) Note sous Cass. soc. 7 juillet 2021, **La protection statutaire du conseiller du salarié**, Dr. Soc. 2021, p. 1050 et 1051.

223) Note sous Cass. soc. 29 septembre 2021, **Qui détermine la proportion de femmes et d'hommes composant chaque collège électoral ?**, Dr. Soc. 2021, p. 1049 et 1050.

224) Note sous Cass. soc. 22 septembre 2021, **L'annulation de l'élection d'un représentant du sexe surreprésenté autorise-t-elle un remplacement par suppléance ?** Dr. Soc. janvier 2022, p. 91 et 92.

225) Note sous Cass. soc. 20 oct. 2021, **Qui a intérêt à agir pour contester les périmètres des établissements distincts ?**, Dr. Soc. février 2022, p. 185 à 187.

226) Note sous Cass. soc. 10 nov. 2021, **L'actualisation de la BDES au regard du droit transitoire**, Dr. Soc. février 2022, p. 184 et 185.

227) Note sous décision du Cons. Const. 19 nov. 2021, **La qualité d'électeur du salarié assimilé au chef d'entreprise**, Dr. Soc. février 2022, p. 189 et 190.

228) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2021, **Les conditions de désignation du délégué syndical supplémentaire**, Dr. Soc. février 2022, p. 182 et 183.

229) Note sous Cass. soc. 8 décembre 2021, **L'invitation par courrier à la négociation préélectorale**, Dr. Soc. février 2022, p. 187 et 188.

230) Note sous 15 décembre 2022, **Conventions de forfait-jours et intérêt collectif de la profession**, Dr. Soc. mars 2022, p. 286 et 287.

231) Note sous Cass. soc. 5 janvier 2022, **Le moment de la distribution des tracts syndicaux**, Dr. Soc. 2022, p. 368 et 369.

232) Note sous Cass. soc. 5 janvier 2022, **Les conditions de contestation du référendum prévu à l'art. L. 2232-12 C. trav.**, Dr. Soc. mars 2022, p. 281 et 282.

233) Note sous 2<sup>ème</sup> civ., 8 avril 2021, **Faute inexcusable et particulier-employeur**, à paraître JCP éd. Entreprise et Affaires, chron. Protection sociale,

234) Note sous Cass. soc. 2 mars 2022, **Les périmètres de désignation du délégué syndical**, Dr. Soc. juin 2022, p. 562 à 564.

235) Note sous Cass. soc. 1 juin 2022, **Vote électronique et égalité des électeurs dans l'exercice du droit de vote**, Dr. Soc. oct. 2022, p. 855 et 856.

236) Note sous Cass. soc. 15 juin 2022, **La liberté fondamentale de voter implique celle de voter blanc ou nul**, Dr. Soc. décembre 2022, p. 1051 et 1052.

237) Note sous Cass. soc. 15 juin 2022, **Le principe de publicité du scrutin**, Dr. soc. oct. 2022, p. 852 à 854.

238) Note sous Cass. soc. 15 juin 2022, **Le droit d'alerte économique, prérogative exclusive du comité social et économique central**, Rev. Soc. nov. 2022, p. 634 à 637.

239) Note sous cass. soc. 9 novembre 2022, **Quels périmètres pour la mise en place du CSE, des délégués syndicaux et des représentants de proximité ?**, Dr. soc. janvier 2023, p. 95 et 96.

240) Note sous Cass. soc. 21 septembre 2022, **L'action d'un syndicat à l'égard d'un règlement intérieur irrégulier**, Dr. soc. janvier 2023, p. 93 et 94.

241) Note sous Cass. 2e civ., 22 sept. 2022, n° 21-12481, **La définition de l'activité agricole – Travaux forestiers**, JCP éd. Entreprise et Affaires, chron. Protection sociale, 6 avril 023, p. p. 51.

242) Note sous Cass. soc. 19 octobre 2022, **L'employeur peut-il voter pour choisir le représentant en justice du CHSCT ?**, Rev. Soc. juin 2023, p. 388 à 391.

243) Note sous Cass. soc. 1 février 2023, **La négociation des contours d'un établissement distinct**, Rev. Soc. juin 2023, p. 534 à 538.

244) Note sous Cass. soc. 19 avril 2023, **La liberté du syndicat de choisir son délégué syndical parmi les élus**, Dr. Soc. 2023, p. 930 et 931.

245) Note sous Cass. soc. 19 avril 2023, **La durée de la renonciation au droit d'être désigné délégué syndical**, Dr. Soc. 2023, p. 933 et 934.

246) Note sous Cass. soc. 28 juin 2023, **Nouvelle conséquence d'une désaffiliation : perte d'un intérêt à agir**, Dr. Soc. 2023, p. 932 et 933.

- 247) Note sous Cass. soc. 20 septembre 2023, **La communication après un vote électronique de la liste d'émargement**, Dr. Soc. 2023, p. 1037 et 1038.
- 248) Note sous Cass. soc. 5 janvier 2023, **Les conséquences d'un risque professionnel mal signalé à l'employeur**, JCP éd. Entreprise et Affaires, chron. Protection sociale, 9 mai 2024, n° 19-20, 1141, p. 46.
- 249) Note sous Cass. soc. 18 novembre 2023, **Les délais de contestation de la désignation d'un expert par le CSE**, Rev. Soc. juin 2024, p. 267 à 270.
- 250) Note sous Cass. soc. 11 septembre 2024, **La vacance d'un siège par annulation de l'élection d'un candidat appartenant au genre surreprésenté**, JCP Soc., 22 octobre 2024, n° 1326, p. 41 à 43.
- 251) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2024, **L'existence d'une union et la licéité de son objet syndical**, Dr. Soc. 2024, p. 836 et 837.
- 252) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2024, **La capacité d'une union syndicale à participer à un scrutin sur sigle**, Dr. Soc. 2024, p. 838 et 839.
- 253) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2024, **La transparence financière des syndicats candidats aux scrutins sur sigle**, Dr. Soc. 2024, p. 839 et 840.
- 254) Note sous Cass. soc. 6 mars 2024, **L'accord collectif portant reconnaissance d'une unité économique et sociale**, Rev. Soc. novembre 2024, p. 666 à 669.
- 255) Note sous Cass. soc. 12 juillet 2024, **La capacité d'un syndicat professionnel à participer à un scrutin sur sigle**, Dr. Soc. 2024, p. 935 et 936.
- 256) Note sous Cass. soc. 21 novembre 2024, **La capacité de l'Union syndicale des gilets jaunes à présenter sa candidature aux scrutins sur sigle**, Dr. Soc. 2025, p. 282 à 285.
- 257) Note sous Cass. soc. 21 novembre 2024, **Scrutin sur sigle : la candidature d'un syndicat national en fraude du principe d'indépendance et de la règle d'unicité syndicale**, Dr. Soc. 2025, mars 2025, p. 279 et 280.
- 258) Note sous Cass. soc. 23 octobre 2024, **L'avertissement préalable de l'intérimaire avant l'engagement d'une action de substitution**, Dr. Soc. 2025, mars 2025, p. 276 et 277.
- 259) Note sous Cass. soc. 8 janvier 2025, **La liberté de l'alternance genrée dans les listes de candidats aux élections professionnelles**, Dr. Soc. 2025, mars 2025, p. 278.
- 260) Note sous Cass. soc. 22 janvier 2025, **La renonciation prématurée au droit d'être désigné délégué syndical**, Dr. Soc. 2025, mars 2025, p. 280 et 281.
- 261) Note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ. 29 février 2024, **Caractère insuffisant des mesures de prévention – Faute inexcusable**, JCP éd. Entreprise et Affaires, chron. Protection sociale, 2025, n° 1137, p. 41 et 42.

262) Note sous Cass. soc. 5 février 2025, **La computation des délais de contestation d'une expertise du CSE**, Dr. Soc. 2025, p. 560 et 561.

263) Note sous Cass. soc. 12 mars 2025, **L'appartenance du représentant syndical au CSE à l'établissement**, Dr. Soc. 2025, p. 562 et 563.

264) Note sous Cass. soc. 12 mars 2025, **L'égalité de traitement entre syndicats en matière de communication numérique**, Dr. Soc. 2025, p. 567 et 568.

265) Note sous Cass. soc. 26 février 2025, **Le contentieux électoral de la commission santé, sécurité et conditions de travail**, Droit Social septembre 2025, p.746 et 747.

266) Note sous Cass. soc. 21 mai 2025, **Les incidences d'un retrait de candidatures (2)**, Droit Social septembre 2025, p.747 et 748.

267) Note sous Cass. soc. 18 juin 2025, **La liberté contractuelle mise à l'honneur dans l'aménagement des prérogatives du CSE et des droits syndicaux**, Droit Social septembre 2025, p.749 à 751.

268) Note sous Cass. soc. 17 septembre 2025, **L'exigence d'une notice individuelle d'information détaillée sur le vote électronique**, à paraître

### **Introductions, tribunes, préfaces et avant-propos publiés :**

Avant-propos, Actes du colloque « Les nouvelles intercommunalités et leurs outils », Avignon, 21 octobre 2011, (publication du Grand Avignon, de l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France et du Cercle Colbert), p. 15 et 16.

Avant-propos, Actes du colloque « Communes, intercommunalités, départements, régions : Que faire ensemble », Avignon, 5 oct. 2012 (publication du Grand Avignon, de l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France et du Cercle Colbert), p. 15 et 16.

Tribune de DROIT SOCIAL (Daloz), N° de janvier 2014 : **Représentativités syndicale et patronale : la symétrie imparfaite**, Dr. Soc. 2014, p. 1.

Préface de l'ouvrage de Mme Marion Emeras, La démocratie sociale dans l'entreprise après la loi du 20 août 2008, Mare et Martin, 2015, p. 19 à 21.

Avant-propos, Actes du colloque « Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant », Avignon, 27 mars 2015, Daloz, Dr. soc. décembre 2015, p. 952 et 953.

Avant-propos, Actes du colloque « Liberté et droits syndicaux des agents publics », Avignon, 10 mars 2017, Daloz, Dr. soc. décembre 2017, p. 484 et 485.

Avant-propos, Actes du colloque « Le fait religieux en entreprise », sous la dir. de M. Joël Colonna et Mme Virginie Renaux-Personnic, Aix-en-Provence, 3 mars 2017, 2018, PUAM.

Avant-propos, Actes du colloque « Le référendum dans l'entreprise : nouveau mode de dialogue social ? », Aix-en-Provence, 2 mars 2018, Dr. soc. mai 2018, p. 40.

Avant-propos, Actes du colloque « Négociation et CSE », Aix-en-Provence, 1 mars 2019, Dr. Soc. mai 2019, p. 372.

Avant-propos du Tome 1 des « Portraits Comtadins » publiés sous la direction de MM. Jean-Paul Chabaud, Franck Petit, Pierre Bernusset et Roland Mongai, Etudes Comtadines, 2019, p. 5.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), N° de juin 2019 : **Les fragilités des scrutins électroniques**, Dr. Soc. 2019, p. 465.

Avant-propos, Actes du colloque « Liberté du travail, droit à l'emploi et obligation de travailler », Aix-en-Provence, 6 mars 2020, Droit Social, Dalloz, mai 2020, p. 384.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), N° de janvier 2021 : **Repli inattendu de la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au CSE**, Dr. Soc. 2021, p. 1.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), N° de mai : **Vérité historique et liberté d'expression du salarié**, Dr. Soc. 2021, p. 385.

Avant-propos au dossier « **Temps de travail, temps au travail** », Droit Social, Dalloz, janvier 2022, p. 4.

Introduction au Dossier « **Santé et télétravail** », Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences, 2024, n° 35, n° 1, p. 9 et 10.

Introduction, Actes du colloque « **Le salarié créateur et auteur** », Aix-en-Provence, 10 mars 2023, Droit Social septembre 2023, Dalloz, p. 660.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), N° de janvier 2024 : « **En l'absence d'accord** », Dr. Soc. 2024, p. 1.

Avant-propos, Actes du colloque « **Entreprise et droits humains** », Aix-en-Provence, 16 juin 2023, à paraître.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), n° de mai 2024 : « **Après le CSE... le CS2E (comité social, économique et environnemental)** », p. 393.

Tribune de DROIT SOCIAL (Dalloz), n° de septembre 2025 : **Syndicat « désignataire » ou « désignateur » ? Salarié « mandaté » ou « mandataire » ?**, p. 665.

### Articles de recension et de présentation des ouvrages de Franck Petit dans la presse

#### Articles

-**Jean-Pierre Berlet**, article intitulé « **Envoûtant Ventoux, un livre dont la montagne est le personnage principal** », sur le site de France Bleu Vaucluse, 12 juillet 2016.

-**Pierre Bernusset**, article intitulé « **Franck Petit présente son dernier ouvrage « Vivre au pied du Ventoux », un hommage à nos villages** », La Provence, 17 mai 2022.

- Cécile Bodarwé**, article intitulé « **Il y a un engouement pour la généalogie** » à propos de « Droit et généalogie », Midi Libre du 9 oct. 2015.
- Michel Borgetto**, article sur « Droit de l'emploi », Dr. soc. 2005, p. 673.
- Jean-Pierre Chaline**, article intitulé « **Un compositeur trop oublié** » à l'occasion de la sortie de « Charles Lenepveu (1840-1910), Musicien officiel de la IIIème république », Etudes Normandes 2015/1, p. 120 et 121.
- **Claudine Colozzi**, article intitulé « **A l'assaut du fascinant Ventoux** » à l'occasion de la sortie de « **Ventoux, entre ciel et terre** », La Croix du 24 septembre 2020, Guide Week end, p. 57 à 59.
- Gaëlle Dizengremel**, article intitulé « **Portrait de Franck Petit, un passionné d'histoire** » à l'occasion de la sortie de « **Portraits Franciliens** », Les Echos de Choisel, n° 71, septembre 2021, p. 24 à 27.
- Pierre Dubois**, présentation de « **Envoûtant Ventoux** » sur son blog Histoires d'universités, 1<sup>er</sup> juillet 2016.
- Emmanuel Fèvre**, article intitulé « **Portraits Franciliens, de Choisel à Saint-Nom-la-Bretèche, par Franck Petit** » à l'occasion de la sortie de « **Portraits Franciliens** », Toutes les Nouvelles de Versailles, 11 août 2021, p. 19.
- Nicolas François**, article sur « **Hommage au Géant de Provence** », à propos de l'ouvrage Envoûtant Ventoux, Avinews-Dauphiné, du 8 au 14 février 2017, p. 10.
- François Gaudu**, article sur « **La notion de représentation dans les relations collectives du travail** », Dr. soc. septembre/octobre 2000, p. 866 et 867.
- Philippe Langlois**, article sur « **La notion de représentation dans les relations collectives du travail** », Revue internationale de droit comparé, I-2001, p. 244.
- Jérôme Malhache**, commentaire intitulé « **Quand l'Université d'Avignon conjugue "droit et généalogie"** » à propos de « **Droit et généalogie** », 12 octobre 2015, site de La revue française de généalogie.
- Arnaud Palancade**, article intitulé « **Ventoux, entre ciel et terre, l'histoire des ascensions** », site de la revue Altitude News, 6 juin 2020.
- Marina Santangélo**, Communiqué de presse sur « **Droit du travail** » 2002.
- Romain Vieillé**, Communiqué de presse sur « **Envoûtant Ventoux** », 1<sup>er</sup> juillet 2016.
- Laurent Willemez**, article intitulé « **Des élections professionnelles, pour quoi faire ?** » à propos de « **Vers un droit électoral professionnel** », Nonfiction.fr, Le quotidien des livres et des idées.
- Articles sur « **Envoûtant Ventoux** » : La Provence du 17 juillet 2016, p. 22 ; La Provence du 17 oct. 2016, p. 10 ; Ventoux Magazine, automne 2016, p. 14 : « Tous envoûtés par le Ventoux » ; Les Carnets du Ventoux, automne 2016, p. 94 ; Vaucluse Matin (Dauphiné Libéré) du 3 octobre 2016 ; revue « Le Pays d'Apt », rubrique Le Bigarreau littéraire, septembre 2016, p. 31 ; l'Espace Datapresse, 1 juil. 2016.
- Articles sur « **Ventoux, entre ciel et terre** » : La Provence du 16 et du 22 mai 2020 ; présentation de l'ouvrage dans l'Echo du Mardi – Les Petites Affiches du Vaucluse depuis 1839, n° du 27 mai 2020 ; Ventoux Magazine, été 2020, p. 12 ; Les Carnets du Ventoux, été 2020, p. 2.
- Article intitulé « **Personnalités ayant vécu à Saint-Nom la Bretèche** » dans le journal municipal de Saint-Nom la Bretèche, Grand Angle, juin 2021, p. 7, à l'occasion de la sortie de « Portraits Franciliens » ; « Portrait de Franck Petit, un passionné d'histoire », Les Echos de Choisel, septembre 2021, p. 24 à 27.
- Articles sur « **Vivre au pied du Ventoux** » : « **Franck Petit en dédicace** », La Provence, 12/05/2020 ; Ventoux magazine, été 2022, p. 10.

- Articles sur « **La responsabilité sociale de l'employeur** » dans le journal numérique « Village de la justice » (mars 2022) ; sur le site de planète social (10 février 2023 ; décembre 2022)
- Articles sur « **Quand la littérature moderne (ré)invente le droit. Œuvres choisies du XXème siècle à aujourd'hui** » : article de Nicolas Dissaux, Qui a eu cette idée folle ?, Recueil Dalloz, rubrique Lectures, 1 février 2024 ; Le Billet de Yves-Edouard Le Bos : D'un texte l'autre, Dalloz Actu Etudiants, 15 janvier 2024 ; note de Julien Broch, Les Cahiers de la justice, n° 2025/1, p. 169 à 171.
- Articles sur « Un œil sur le Ventoux » : « **Franck Petit garde un œil sur le Ventoux** », La Provence, 26 octobre 2024 ; « **Franck Petit présente son nouveau livre sur le Ventoux** », Bulletin d'informations municipales de Mazan, automne 2024, p. 9 ; présentation dans Ventoux Magazine n° 63, 2024, p. 17 ; Les Carnets du Ventoux, automne 2025.

### **Présentations (avec texte de l'éditeur)**

- Présentation de « **Droit du travail** » par TSA (Travail Social Actualités), n° 96 janvier 2003 – Supplément au TSA Hebdo n° 908 ; Dr. soc. Juillet-Août 2003, p. 743 ; Gazette du Palais 9/11 mars 2003.
- Présentation de « **Droit de l'emploi** » par le Journal de l'Université Panthéon-Sorbonne, 2005.
- Présentation de « **Droit social** » par la Revue Pratique de Droit social n° 742 – février 2007, p. 71.
- Présentation de « **Droits syndicaux dans l'entreprise et liberté syndicale** » : Dr. soc. juin 2014, p. 583 ; Entreprise et Carrières du 3 juin 2014, rubrique « enjeux livres », p. 31 ; Droit Ouvrier, juillet 2014, p. 481.
- Présentation de « **La négociation de la force de travail** » : Dr. soc. novembre 2015, p. 947 ; communiqué de presse par les Editions Universitaires d'Avignon.
- Présentation de « **Le fait religieux dans l'entreprise** » (sous la direction de V. Renaux-Personnic et de Joël Colonna, préface de Franck Petit), Dr. soc. avril 2018, p. 399.
- Présentation de « **L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, mode d'emploi – La place de la femme dans l'entreprise** » (Franck Petit et Sandy-David Noisette), Dr. Soc. janvier 2021, p. 96.
- Présentation de « **Quand la littérature moderne (ré)invente le droit. Œuvres choisies du XXème siècle à aujourd'hui** », Dr. soc. janvier 2024, p. 104.
- Présentation de « **Un œil sur le Ventoux** », La lettre d'information du Parc Naturel régional du Mont Ventoux, n° 17, octobre 2024 ; annonce sur le site FABULA ; annonce sur le site du Centre de recherche CIELAM.

### **ENREGISTEMENTS, COLLOQUES et COMMUNICATIONS-----**

8 octobre 2025 : Contribution à la séance du séminaire « **Défendre la vérité** » en lien avec le centre de recherche CIELAM, en vue de constituer une deuxième « **anthologie curieuse** » (thème : analyse de l'ouvrage intitulé « La syndicaliste », de Caroline Michel-Aguirre)

27 septembre 2025 : participation au 14<sup>ème</sup> Salon du livre juridique au Conseil constitutionnel comme auteur (Editions Gualino-Lextenso) et directeur éditorial des PUAM.

3 juin 2025 : Contribution à la séance du séminaire « **Besoin de justice** » en lien avec le centre de recherche CIELAM (thème : Le témoignage littéraire d'une magistrate en quête de

vérité sur le meurtre de son mari). Adoption du manuscrit en vue d'une publication sous forme d'une « **anthologie curieuse** ».

21 mars 2025 : Contribution intitulée **Les heures d'activité de l'allocataire du RSA : un temps de travail ?** pour les actes du colloque **Les temps du travail, aspects de protection sociale**, Université de Bordeaux.

20 et 27 janvier : Intervention sur l'ouvrage de Karine Tuil « **La décision** » à la prison des Beaumettes.

14 novembre 2024 : organisation d'une rencontre sur « **La violence au travail** » par le **Cercle des juristes de droit social 84** à la Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon ; intervention sur « **La violence dans le télé-travail** ».

31 octobre 2024 : participation à un séminaire international au Maroc (Tanger) sur « **Réforme du code du travail, entre exigences sociales et contraintes économiques** » ; intervention sur **Le licenciement pour motif disciplinaire en France**.

12 octobre 2024 : participation au 14<sup>ème</sup> Salon du livre juridique au Conseil constitutionnel comme auteur (Editions Gualino-Lextenso) et directeur éditorial des PUAM.

3 octobre 2024 : participation au premier Salon du livre organisé dans le Palais de Justice de Créteil par le Barreau de Créteil.

2 octobre 2024 : vice-présidence de la séance de **remise des décorations des Palmes Académiques** du Vaucluse dans la mairie de Vaison-la-Romaine.

6 juin 2024 : participation à la séance du séminaire « **Besoin de justice** » en lien avec le centre de recherche CIELAM.

27 mai 2024 : participation à la séance du séminaire « **Litéco** » organisée par la faculté de lettres d'Aix-en-Provence.

31 mars 2023 : participation aux **Rencontres de la Chambre sociale de la Cour de cassation**.

8 mars 2024 : colloque sur « **Le périmètre du droit pénal du travail** » à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence ; chargé de la présentation du rapport de synthèse.

5 mars 2024 : intervention au ministère de l'économie sur « **L'emploi des jeunes** » (cycle de conférences présidé par Gilbert Cette et Jean-Emmanuel Ray).

24 février 2023 : participation à un colloque international au Maroc (Agadir) sur l'inspection du travail (organisateur : syndicat national indépendant du corps de l'inspection du travail au Maroc) : intervention sur **Les missions de l'inspection du travail en France**.

15 janvier 2024 : Intervention sur « **Enfermement et travail** » aux Beaumettes.

8 décembre 2023 : participation à une journée d'étude organisée par la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence sur « **Paul Morand et la question coloniale, entre histoire du droit et littérature** » ; chargé de la présentation du rapport de synthèse.

7 octobre 2023 : participation au Salon du livre juridique (Editions Gualini-Lextenso), Conseil constitutionnel.

22 septembre 2023 : intervention sur « **Les freins à l'accès aux informations économiques et juridiques et à leur partage** » lors du colloque organisé par l'AFDT à l'université de Nice sur « L'accès au droit du travail : perturbations et turbulences contemporaines » (Journées d'automne de l'AFDT).

16 juin 2023 : intervention sur « **Quelles libertés citoyennes pour le salarié dans l'entreprise ?** » lors du colloque organisé par Centre d'Ethique Economique et des Affaires de la Faculté de droit, Aix-Marseille Université sur « Entreprise et droits humains ».

31 mai 2023 : organisation d'une rencontre sur « **La preuve en droit** » par le **Cercle des juristes de droit social 84** à la Mairie d'Avignon ; intervention sur le rôle du commissaire de justice dans les relations de travail.

25 et 26 mai 2023 : intervention sur « **La prise en compte de la vulnérabilité des salariés par la Cour de cassation** » lors du colloque franco-italien sur « **Vulnérabilité, nouvel outil pour la promotion de l'effectivité des droits fondamentaux ? Étude comparative de la jurisprudence des Cours européennes et des Cours nationales françaises et italiennes** » (Université de Toulon).

31 mars 2023 : participation aux **Rencontres de la Chambre sociale de la Cour de cassation**.

24 mars 2023 : conférence sur « **La responsabilité sociale de l'employeur** » organisée par le Centre d'éthique de l'entreprise et des affaires, salle des actes, faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

22 mars 2023 : membre du **jury du Concours d'éloquence** (finale régionale) organisé par le Lions Club (Palais de justice de Carpentras, ancienne salle de la cour d'assises).

10 mars 2023 à 14 H. : Intervention sur « **Les petites mains du journalisme : les correspondants de presse** » lors du colloque « Le salarié créateur et auteur » organisé à la faculté de droit d'Aix-en-Provence ; coordinateur du colloque.

10 mars 2023 à 10 H. : Intervention avec Gil Charbonnier sur « **Récit de travail et instruction des affaires de terrorisme dans *La décision de Karine Tuil*** » lors d'une journée d'étude sur « Les émotions dans les récits de travail » organisée par le groupe littérature et économie, (LitEco), dirigé par Nathalie Vanfasse.

8 mars 2023 : chargé du rapport de synthèse du colloque sur « Le périmètre du droit pénal du travail » organisé par le Centre de Droit Social d'Aix-Marseille Université.

4 mars 2023 : chargé du rapport de synthèse lors du colloque sur « **L'Asie au carrefour des cultures** » organisé par le Centre d'Éthique économique et des affaires dirigé par Gil Charbonnier.

23 février 2023 : conférence à l'Institut d'Etudes Judiciaires d'Aix-en-Provence sur « **La Commission nationale de l'examen d'accès au CRFPA : son rôle, ses compétences** ».

14 février 2023 : conférence à l'université de Mulhouse sur « **Le pluralisme syndical** » (Master II Droit social).

7 février 2023 : intervention sur « **Droit à l'accompagnement, droit de l'accompagnement** » lors du colloque organisé par l'EN3S, sous la présidence de Julien Damon, à la Maison de la Chimie sur « L'accompagnement : nouveaux enjeux pour les organismes ».

11 février 2023 : conférence sur « **Les référendums professionnels** » auprès de l'Académie de droit d'Aix-en-Provence (3<sup>ème</sup> année).

28 janvier 2023 : conférence sur « **Le pluralisme syndical** » auprès de l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année).

27 janvier 2023 : intervention sur le **protocole d'accord préélectoral** dans le cadre d'un stage organisé par l'Institut Régional du Travail de Marseille.

13 décembre 2022 : organisation d'une rencontre sur « **Règlement amiable des litiges du travail : stratégies et solutions** » par le **Cercle des juristes de droit social 84** à la Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon ; intervention sur la rupture conventionnelle collective.

25 novembre 2022 : Intervention sur « **La représentation du personnel dans les entreprises en difficulté** » lors du colloque organisée à Aix-Marseille Université sur « Droit social et entreprises en difficulté » (CDE et CDS).

10 novembre 2022 : Intervention lors de la journée d'études organisée en l'honneur du départ à la retraite de Gilbert Cette sur « **Le référendum a-t-il sa place dans les relations collectives du travail ?** », Aix-Marseille Université.

1 septembre 2022 : Chargé de l'allocution de rentrée solennelle de la double licence Droit/Lettres (avec le parrainage de Patrick de Carolis).

1 juin 2022 : membre du jury du Concours d'éloquence (demi-finale) des établissements scolaires du réseau Avignon.

19 mai 2022 : contribution au blog du Club des juristes : **Les travailleurs des plateformes ont largement délaissé l'élection de leurs représentants.**

4 mai 2022 : contribution au blog du Club des juristes : **Deliveroo, condamnation pénale en première instance pour travail dissimulé**

1 avril 2022 : Introduction d'une conférence sur **Les risques psycho-sociaux au travail** à l'université de Bordeaux (organisée par l'Association des jeunes juristes des relations de travail dans l'entreprise).

25 mars 2022 : participation aux **Rencontres de la Chambre sociale de la Cour de cassation**.

17 mars 2022 : organisation d'une rencontre sur « **La santé au travail** » par le **Cercle des juristes de droit social 84** à la Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon ; intervention sur la pénibilité au travail.

10 mars 2022 : organisation d'une rencontre entre l'écrivain **Philippe Jaenada** (Prix Goncourt 2017, pour La Serpe) avec la double licence Droit/Lettres de l'Université d'Aix-Marseille.

9 mars 2022 : conférence à l'université de Mulhouse sur « **Le pluralisme syndical** » (Master II Droit social).

12 février 2022 : conférence sur « **Les référendums professionnels** » auprès de l'Académie de droit d'Aix-en-Provence (3<sup>ème</sup> année).

29 janvier 2022 : conférence sur « **Le pluralisme syndical** » auprès de l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année)

27 janvier 2022 : intervention sur le **protocole d'accord préélectoral** dans le cadre d'un stage organisé par l'Institut Régional du Travail de Marseille.

3 décembre 2021 : intervention sur « **Le corps dans le travail** » lors du colloque organisé à l'université d'Aix-Marseille sur « L'éthique et le corps » par le centre d'éthique économique et des affaires.

25 et 26 novembre 2021 : intervention sur « **Quarante ans de négociation collective** » lors du colloque des 40 ans de l'Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Ouest.

19 novembre 1921 : intervention à Angers sur « **La place des élus et leurs liens avec les Dcrets en cas de restructuration** » dans le cadre d'un stage de l'ISSTO, Bourse du travail de la CGT.

4 novembre 2021 : intervention sur « **L'Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes** » au cycle de formation sur la mixité des métiers et des responsabilités en entreprise organisé par l'ANVIE (Association nationale de valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences humaines et sociales auprès des entreprises).

8 octobre 2021 : intervention à la mairie d'Avignon sur « **L'Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes** » au 2ème congrès international de l'AMOPA (Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques).

31 mars 2021 : contribution au blog du Club des juristes : **L'imbroglia du statut des travailleurs des plateformes numériques**.

26 mars 2021 : participation aux **Rencontres de la Chambre sociale de la Cour de cassation**.

13 février 2021 : conférence sur « **Les référendums professionnels** » auprès de l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année).

30 janvier 2021 : conférence sur « **Le pluralisme syndical** » auprès de l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année).

20 octobre 2020 : contribution au blog du Club des juristes : **Coup d'arrêt aux demandes de requalification des livreurs de vélo travaillant pour une plateforme de réservation en ligne**.

1 juillet 2020 : audition devant le groupe d'experts sur les extensions d'accords de branche, dirigé par Sébastien Roux (Ministère du Travail). Thème : **Le financement du dialogue social**.

12 juin 2020 : demi-journée de formation professionnelle à destination des avocats dans le cadre des activités de l'IDA (Actualisation en droit social, Faculté de droit d'Aix-en-Provence).

10 juin 2020 : contribution au blog du Club des juristes : **Le don de « congés » aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social sous forme de « chèques-vacances »**.

25 mars 2020 : contribution au blog du Club des juristes : **Un employé peut-il refuser d'être placé sous « quarantaine » ?**

6 mars 2020 : intervention sur « **Le droit à l'accompagnement professionnel** » lors du colloque qui a été organisé à l'université d'Aix-Marseille sur « Liberté du travail, droit à l'emploi et obligation de travailler » ; coordinateur du colloque.

11 décembre 2019 : intervention sur « **Les barèmes « Macron » sont-ils conformes à la Constitution et aux conventions internationales ?** », journée de formation des conseillers prud'homaux organisée par le MEDEF à Avignon.

28 novembre 2019 : intervention sur « **La représentation des personnels face au risque mortel** » lors du colloque organisé à l'université de Rouen sur « La mort et le droit social ».

15 novembre 2019 : intervention sur « **Les instances représentatives du personnel face aux injonctions de parité** » lors du colloque international organisé par le Comprasec à l'Université de Bordeaux sur « Les politiques publiques en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : quelles évolutions ? ».

8 novembre 2019 : participation aux 3<sup>èmes</sup> **Rencontres du Conseil d'Etat en droit du travail** organisées à l'université de Nancy.

18 octobre 2019 : intervention sur « **Les éléments constitutifs de la rémunération pour l'application de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes** » lors de la journée organisée par la Direccte Bretagne sur « Promouvoir l'égalité femme-homme, dans sa pratique professionnelle ».

12 octobre 2019 : Participation au salon du livre juridique (pour les Ed. Gualino-Lextenso), Conseil constitutionnel.

4 octobre 2019 : intervention sur « **Les 100 ans du droit de la négociation collective (1919-2019) : les étapes essentielles de la conventionnalisation du droit du travail** » au cours du colloque organisé à l'université Clermont-Auvergne sur « La conventionnalisation du droit du travail ».

21 juin 2019 : demi-journée de formation professionnelle à destination des avocats dans le cadre des activités de l'IDA (Faculté de droit d'Aix-en-Provence).

12 avril 2019 : contribution au blog du Club des juristes : **Loi orientation des mobilités : vers une consolidation du mouvement « d'ubérisation » des services ?**

31 mars au 2 avril 2019 : voyage d'étude à Genève avec le Master II Droit des relations du travail et protection sociale (centenaire de l'OIT).

21 mars 2019 : intervention sur « **La mise en place du vote électronique pour l'élection des représentants du personnel** » lors du colloque organisé à l'université de Grenoble sur « La démocratie sociale à l'ère du numérique : regards croisés autour du vote électronique »

12 mars 2019 : conférence à l'université de Mulhouse sur « **Le pluralisme syndical** » (Master II Droit social).

1 mars 2019 : intervention sur « **La négociation préélectorale, une terre mouvante** » lors du colloque organisé à l'Université d'Aix-Marseille sur « Négociation et CSE » ; coordinateur du colloque.

14 février 2019 : membre du jury de l'oral de l'Académie de droit.

26 janvier 2019 : conférence sur « **Les référendums professionnels** » auprès de l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année)

22 janvier 2019 : Interview par Elise Berthet, journaliste au Monde, pour la préparation d'un article sur **la micro-entreprise et l'évolution du marché du travail** (article publié le 30 janvier 2019, journal Le Monde).

16 janvier 2019 : Contribution pour le blog du Club des Juristes : « **Prestations des chauffeurs VTC requalifiées en contrat de travail : vers la fin du modèle Uber ?** ».

11 décembre 2018 : Intervention sur « **Les mutations des institutions représentatives du personnel (1982-2017)** » au cours de la journée d'étude sur « Des lois Aubry aux ordonnances Macron : mise en perspectives des mutations du droit du travail », Institut des Sciences Sociales et du Travail, Université Panthéon-Sorbonne.

29 novembre 2018 : Intervention sur « **Les modes dérogatoires de négociation** » lors du colloque organisé par l'Institut du travail (ISSTO) sur « Perspectives d'avenir du droit du travail », université de Rennes 2.

26 octobre 2018 : Intervention sur « **La représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Institutions représentatives du personnel** », Institut des Sciences Sociales et du Travail, Université Panthéon-Sorbonne.

22 octobre 2018 : publication aux Echos d'un article co-écrit avec Gibert Cette : « **Contrats courts : pourquoi et comment les réduire** ».

20 octobre 2018 : conférence sur « **Le pluralisme syndical** » à l'Académie de droit (3<sup>ème</sup> année)

19 octobre 2018 : Intervention sur « **Le droit à l'accompagnement** » à l'université d'Avignon, Licence professionnelle « Accompagnateur des parcours professionnels ».

6 octobre 2018 : Participation au salon du livre juridique (pour les Ed. Cujas et les Ed. Gualino-Lextenso), Conseil constitutionnel.

3 octobre 2018 : Conférence sur « **Les modes dérogatoires de négociation** » à l'Institut du travail (ISSTO) de l'université de Rennes 2.

28 mars 2018 : Séminaire sur « **Le référendum d'entreprise** » devant les étudiants du Master II Droit social approfondi de l'université de Nantes.

9 mars 2018 : Intervention lors du séminaire « Politiques de l'emploi » sur « **Les contrats courts : des questions juridiques aux enjeux économiques et sociaux** », organisé par les ministères de l'économie et du travail, Salle « Jean Laroque », Ministère du travail, Paris.

25 octobre 2017 : Introduction à la table ronde sur « **Le comité social et économique : pour le renouveau du dialogue social ?** », lors du colloque organisé par la CCI Paris-Ile de France sur « Ordonnances réformant le Code du travail : quel accueil pour les entreprises ? ».

24 octobre 2017 : Intervention sur « **Le droit à l'accompagnement** » à l'université d'Avignon, DU (diplôme universitaire) « Accompagnateur des parcours professionnels »

23 octobre 2017 : participation à la « La Tribune du Vaucluse », émission sur RCF Vaucluse sur le thème des **ordonnances « Macron »**.

13 octobre 2017 : Intervention sur « **La légitimité des organisations syndicales, préalable à la légitimité de l'accord collectif** » à l'Université de Clermont-Ferrand lors du colloque portant sur « La légitimité de la norme en droit social ».

10 et 11 octobre 2017 : Conférence sur « **Loi Travail et représentativité syndicale** » et « **Les modes dérogatoires de négociation** » à l'Institut du travail (ISSTO) de l'université de Rennes 2.

7 octobre 2017 : Participation au Salon du Livre Juridique (pour les Ed. Dalloz et Ed. Mare et Martin), Conseil constitutionnel.

30 septembre 2017 : Conférence sur « **Justice, efficacité et volonté populaire dans les modes de scrutin** » organisée par le Cercle Républicain de la ville de Mazan.

8 juin 2017 : Intervention sur « **Les actions de groupe en droit du travail** » à l'Université Jean Moulin Lyon III lors d'un colloque sur « La loi « J 21 » et les actions de groupes : une nouvelle dynamique ? ».

2 juin 2017 : participation à « **L'instant républicain** » organisé par le Lycée Jean-Henri Fabre (Carpentras) ; table ronde sur **le concept de fraternité** avec des élèves, enregistrée par la radio locale RTV.

6 avril 2017 : Intervention sur « **L'ubérisation et le contrat de travail** » à ICES (Institut Catholique de l'Enseignement Supérieur) à La Roche-sur-Yon lors du colloque sur « Droit et économie : des divergences aux convergences » (sous la dir. de Serge Schweitzer).

31 mars 2017 : Intervention sur **le droit à la déconnexion** lors d'une conférence organisée à Avignon par le Club de l'économie du journal La Provence.

27 mars 2017 : Intervention sur « **Le juge prud'homal face au licenciement pour motif économique** » et sur « **L'inaptitude médicale du salarié** » au Palais de justice d'Avignon ; Assemblée générale des conseillers prud'homaux d'Avignon.

14 mars 2017 : Intervention sur « **La pénibilité au travail comme risque professionnel** » à l'Université d'Aix-Marseille lors du colloque organisé par l'Institut Régional du travail sur « Des risques psycho-sociaux à la Qualité de vie au travail » (sous la dir. de Mario Correia)

10 mars 2017 : Intervention sur « **Le droit de grève dans les services publics : un puzzle à recomposer ?** » au colloque organisé à l'université d'Avignon sur : « Liberté et droits syndicaux des agents publics » ; coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque.

7 mars 2017 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

25 janvier 2017 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

18 janvier 2017 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème des « **Aides à l'emploi** » et du « **Droit au chômage** ».

24 novembre 2016 : Conférence à l'université d'Avignon avec Miguel Couralet, directeur du travail honoraire, et Tomas Redondo, secrétaire général IUMM Vaucluse, sur « **Le référendum en entreprise** » ; coordonnateur de la conférence.

8 octobre 2016 : Participation au Salon du Livre Juridique (pour les Ed. Dalloz), Conseil constitutionnel.

7 octobre 2016 : Intervention sur « **L'éphémère dans la période d'essai** » au colloque organisé à l'université d'Avignon, avec la participation du Théâtre du Chêne Noir, sur : « L'éphémère, objet de droit » ; coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque.

27 septembre 2016 : Intervention sur « **Négociation collective : la volonté d'encadrer et d'orienter la liberté contractuelle des partenaires sociaux** » lors de l'inauguration du 17<sup>ème</sup> bureau du cabinet Barthélémy à Avignon.

Juillet 2016 : Interview par la journaliste Anne Bariet en vue de la préparation d'un article qui s'intitule : « **Comités de groupe européens, directives communautaires, mobilité : quels scénarios pour l'après-Brexit ?** », Actuel-RH du 11 juillet 2016.

13 juin 2016 : Intervention sur « **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** » au palais de justice d'Avignon ; Assemblée générale des conseillers prud'homaux d'Avignon.

10 juin 2016 : Intervention sur « **Actualité de l'action syndicale en matière prud'homale** » à la journée prud'homale organisée par la faculté de droit d'Aix (Université AMU).

18 mai 2016 : Intervention sur « **Les commissions paritaires régionales interprofessionnelles** » pour l'Institut du travail de l'Ouest (ISSTO) à l'université de Nantes.

29 avril 2016 : Intervention sur « **Une représentation du personnel à la carte** » au colloque organisé à l'Université de Nîmes et son barreau sur : « Faut-il réformer le Code du travail ? ».

31 mars 2016 : Organisation d'une conférence avec Jacques Barthélémy à l'université d'Avignon : « **Le droit social comme technique d'organisation de l'entreprise** ».

18 mars 2016 : Intervention sur « **Travailler et bien vieillir** » au colloque organisé à l'université d'Avignon sur « La pénibilité au travail » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

8 mars 2016 : conférence à destination des étudiants du master Recherche Droit du travail (Aix-Marseille Université) sur le thème du « **Droit électoral de l'entreprise** ».

28 janvier 2016 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

11 décembre 2015 : intervention sur « **Quelle évolution des attributions économiques et professionnelles du comité d'entreprise ?** » au colloque organisé à l'Université de Poitiers sur les 70 ans des comités d'entreprise « Le comité dans l'évolution de la représentation collective des salariés » (10 et 11 décembre 2015).

27 novembre 2015 : Ouverture, puis intervention au colloque « **Internet et entreprise, risques et protection** », en collaboration avec ELEOM Avocats ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique (Université d'Avignon).

20 novembre 2015 : Intervention sur « **Le vieillissement du salarié** » au colloque sur « Une nouvelle politique sociale sur le vieillissement : histoire et prospective d'un défi » (Aix Marseille Université).

10 octobre 2015 : Participation au Salon du Livre Juridique (pour les Ed. La Documentation Française et les Ed. Dalloz), Conseil constitutionnel.

9 octobre 2015 : Ouverture puis rapport de synthèse intitulé « **La généalogie à l'épreuve ou au service du droit ?** » du colloque « Droit et généalogie » (Université d'Avignon) ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

29 mai 2015 : Modérateur dans l'atelier sur les modes de financement de la sécurité sociale : « **L'assurance-maladie : entre maîtrise des dépenses et recherche de nouvelles voies de financement** », Colloque à l'Université de Bordeaux organisé par le COMPTRASEC sur « La sécurité sociale : 70 ans, une idée neuve ».

19 mai 2015 : Conférence à L'Université Populaire d'Avignon sur « **Démocratie sociale et citoyenneté dans l'entreprise** ».

27 mars 2015 : Ouverture du colloque « **Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant ?** » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique

20 février 2015 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par Alexis Bugada).

16 janvier 2015 : intervention sur « **La mosaïque des financements de la protection sociale** » au colloque organisé par la Société Française de Finances publiques au Ministère de l'Economie et des Finances sur « Finances publiques : quelle place pour demain ? ».

18 décembre 2014 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

5 décembre 2014 : Conférences sur « **La représentativité syndicale** » et « **La pénibilité au travail** » lors d'une demi-journée de formation organisée par la CA de Nîmes à destination des conseillers prudhomaux et des avocats.

28 nov. 2014 : ouverture du 3ème congrès de l'ARIMHE (Association pour la Recherche Interdisciplinaire sur le Management des Entreprises) qui s'est tenu à l'université d'Avignon sur le thème : "**Territoire(s), entrepreneuriat et management**".

21 novembre 2014 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec ELEOM Avocats, sur « **La négociation de la force de travail** » ; intervention sur « **Les clauses et les accords de mobilité** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

11 octobre 2014 : 1<sup>ère</sup> participation au Salon du Livre Juridique (pour les Ed. La Documentation Française), Conseil constitutionnel.

10 octobre 2014 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec l'EFACS, sur « **Droit et loyauté** » ; intervention sur « **La loyauté dans le dialogue social** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

19 septembre 2014 : ouverture d'un colloque organisé à l'université d'Avignon sur : « **Après les arrêts Inserm et Ryanair, quel régime pour l'arbitrage en droit administratif** ».

10 juin 2014 : Rencontres de l'entrepreneur organisées par le Barreau de Carpentras : participation à une table ronde, avec intervention sur **La sécurisation économique et juridique de l'entreprise** (matin) ; participation à une table ronde, avec intervention « **La rupture conventionnelle a-t-elle encore un avenir ?** ».

27 mai 2014 : intervention (intitulée : « **L'accompagnement financier des personnes âgées** ») au colloque organisé à l'université Paris V sur « **La prise en charge de la dépendance à l'horizon de la loi d'adaptation de la société au vieillissement** ».

4 avril 2014 : rapport introductif (intitulé « **Quels financements pour le dialogue social ?** ») du colloque organisé à l'Université d'Avignon sur « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

14 février 2014 : ouverture d'une journée de formation organisée en partenariat avec les barreaux d'Avignon et de Carpentras : « **Journée d'actualité en droit de l'entreprise** » ; intervention sur l'actualité en droit des relations collectives du travail.

8 novembre 2013 : ouverture du colloque organisé à l'université d'Avignon, en partenariat avec l'association ELEOM, sur le droit de la vigne et du vin : « **AOC/Marques : complément ou alternative ?** » ; présidence des débats de l'après-midi ; membre du comité scientifique.

24 mai 2013 : ouverture du colloque organisé à l'Université Avignon sur : **Droit et cinéma**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

22 mars 2013 : rapport introductif du colloque organisé à l'Université d'Avignon intitulé : « **Vers un droit électoral professionnel** ». Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

22 mars 2013 : ouverture du colloque organisé à l'Université d'Avignon par l'Association Rencontres Notariat-Université (ARNU), sur « **Le pacte de préférence** ».

1 mars 2013 : conférence sur « **Le droit électoral dans l'entreprise** » à Aix-Marseille Université (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

15 et 16 février 2013 : participation à la conférence des doyens des facultés de droit à Aix-en-Provence.

8 février 2013 : ouverture d'une journée de formation organisée en partenariat avec les barreaux d'Avignon et de Carpentras : « **Journée d'actualité en droit de l'entreprise** » ; intervention sur l'actualité en droit des relations collectives du travail.

9 janvier 2013 : conférence à destination des étudiants du master Professionnel de Droit du travail, dirigé par le Pr. Michel Buy (Aix-Marseille Université) sur le thème de « **L'organisation des élections** ».

12 au 14 décembre 2012 : ouverture de la conférence des doyens des facultés d'économie à l'université d'Avignon.

26 octobre 2012 : intervention sur « **L'obligation de sécurité à la lumière des nouveaux outils de prévention de la pénibilité** » devant un public de contrôleurs, d'inspecteurs et de directeurs du travail à l'Institut National du Travail (INT).

12 octobre 2012 : rapport introductif du colloque « **L'accompagnement, entre droit et pratique** », 25 mars 2011, Université d'Avignon. Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique.

5 octobre 2012 : ouverture du colloque sur « **Communes, intercommunalités, départements, régions : Que faire ensemble ? Transferts de compétences et potentiels économiques des territoires** » (Université d'Avignon) en partenariat avec La lyonnaise des Eaux.

4 octobre 2012 : rapport introductif « **Quel accompagnement dans un cadre contraint ?** » et conclusion, journée de l'insertion organisée en partenariat avec le Conseil général du Vaucluse.

Juillet 2012 : Interview par le journaliste Stéphane Béchaux, en vue de la préparation d'un article qu'il intitulera « La double vie des profs de droit social », Liaisons sociales magazine, n° 135 du 3 octobre 2012.

8 juin 2012 : intervention sur « **Les périmètres de l'établissement distinct** » lors du colloque organisé par la faculté de droit de Montpellier sur « Les périmètres sociaux ».

1<sup>er</sup> juin 2012 : ouverture du colloque organisé à Avignon sur : **La controverse doctrinale**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

31 mai 2012 : entretien avec la journaliste Anne Domèce (France Bleu Vaucluse) sur le thème de la recomposition des forces syndicales ; intervention sur « **La rénovation des critères de la représentativité syndicale** » lors d'une conférence organisée à l'Université d'Avignon sur « Quels syndicats pour demain ? ». Coordonnateur de la conférence.

27 mars 2012 : ouverture d'une conférence à destination du notariat sur les chiffres de l'immobilier (université d'Avignon).

16 Mars 2012 : participation aux « **Rencontres de Droit social** » organisées par la Chambre sociale de la Cour de cassation.

9 et 10 mars 2012 : participation à la conférence des doyens des facultés de droit à l'université de Toulon.

2 mars 2012 : intervention sur le thème de **La place du droit public dans les enseignements universitaires** à l'occasion du 5<sup>ème</sup> anniversaire du Tribunal Administratif de Nîmes.

25 novembre 2011 : intervention à l'ENS de Lyon-IFE sur « **Le vote électronique est-il adapté aux élections des représentants du personnel ?** », Journée d'étude sur « Vote électronique, Dispositifs, pratiques et contestations »

18 novembre 2011 : conférence sur « Le droit électoral dans l'entreprise » à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

21 octobre 2011 : ouverture du colloque sur « **Les nouvelles intercommunalités et leurs outils** » (Université d'Avignon)

17 au 19 juin 2011 : participation à la conférence des doyens des facultés de droit à l'université de la Rochelle.

31 mai 2011 : intervention sur **La rénovation de la démocratie sociale** devant un public de contrôleurs, d'inspecteurs et de directeurs du travail à l'Institut National du Travail (INT).

26 mai 2011 : ouverture du colloque organisé à l'Université Avignon sur : **La patrimonialisation du corps humain**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats, du Master II Droit des contrats publics et privés et du Master II Droit des biens culturels.

2011 : intervention prévue sur « **Les sanctions des prérogatives économiques du comité d'entreprise** », colloque sur « Les pratiques syndicales du droit, France, XXème-XXIème siècles », Paris, organisé les 11 et 12 mai 2011 par l'Université Panthéon-Sorbonne et le Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle.

18 mars 2011 : participation aux « **Rencontres de Droit social** » organisées par la Chambre sociale de la Cour de cassation.

2011 : allocation d'ouverture prévue du colloque « **Le juge judiciaire et la Constitution** », 25 mars 2011, Université d'Avignon. Coordonnateur avec Arnaud Martinon du colloque.

2011 : entretien avec le journaliste Philippe Chauché (France Bleu Vaucluse) sur le thème des **35 heures** (7 janvier 2011)

2010 : conférence le 29 novembre 2010 sur **Le droit des accidents du travail** à la faculté de droit de Montpellier (dans le cadre des enseignements du Master 2 DPRT – Droit et Pratiques des relations du travail, dirigé par le Prof. Christine Neau-Leduc)

2010 : conférence le 19 novembre 2010 sur **Le droit électoral dans l'entreprise** à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada)

2010 : interview dans le journal AVIGNEWS.COM (numéro du 20 au 26 octobre 2010) par Noëlle Réal, coordinatrice éditoriale sur : « **Mon patron peut-il surveiller ma vie privée ?** ».

26 mai 2010 : organisation d'une conférence sur « **La constitutionnalisation du droit social** » à l'université d'Avignon, avec Philippe Blachère et Valérie Bernaud ; intervention sur

« **L'application de la Constitution par la Cour de cassation. L'exemple tiré du droit du travail** ». Coordonnateur de la conférence.

2010 : Présidence du colloque (matinée) organisé à Avignon le 26 mars 2010 sur : **Commerce des fruits et légumes et Droit Européen : des règles complexes pour un secteur stratégique**.

2009 : conférence le 20 novembre 2009 sur **Le droit électoral dans l'entreprise** à la faculté de droit d'Aix-Marseille (dans le cadre des enseignements du Master 2 de Droit social dirigé par le Prof. Alexis Bugada).

2009 : intervention le 10 décembre 2009 à l'école du barreau de Lyon sur « **Les élections professionnelles depuis la loi du 20 août 2008** » ; organisée par la section lyonnaise de l'AFDT, dirigée par M.-C. Escande-Varniol.

2009 : conférence en novembre 2009 lors des Journées Portes ouvertes aux lycéens (Université d'Avignon) sur : **Le droit et la recherche**.

2009 : intervention le 23 septembre 2009 sur les « **Premières décisions intéressant la réforme de la démocratie sociale** », Palais de justice de Paris, Salle des criées ; organisée par l'AFDT (Association Française de Droit du Travail) présidée par François Gaudu.

2009 : Présidence du colloque organisé à Avignon le 5 juin 2009 sur : **Codification et recodification, entre droit des contrats et droit des biens**, dans le cadre des activités du Laboratoire Biens, Normes, Contrats et du Master II Droit des contrats publics et privés.

2009 : Intervention le 20 mars 2009 à Avignon sur « **L'accompagnement comme réponse au risque de pauvreté et d'exclusion** », séminaire du RESSAP (Réseau de recherche « Economie sociale et solidaire et action publique », Laboratoire Biens, Normes, Contrats, Université d'Avignon)

2009 : Participation à l'émission « L'heure des comptes » animé par Valère Correard, Directeur général de la radio RAJE Avignon, sur le thème du **droit de grève** (2 février 2009).

2008 : Enregistrement sur CD d'un cours **d'introduction générale au droit** (10 H) pour le CAVEJ (Centre Audiovisuel des Etudes Juridiques de Paris).

2008 : Entretien avec la journaliste Anne Domèce (France Bleu Vaucluse) sur le thème des **conseils de prud'hommes** et le droit du travail (3 décembre 2008).

2007 : Intervention à Amiens sur « **Le rôle du représentant des salariés dans les procédures collectives** » lors du colloque organisé le 23 mars 2007 par Nicole Decoopman (Université d'Amiens) sur les entreprises en difficultés et le droit du travail.

2006 : Conférence le 8 décembre 2006 sur « **L'ordre public dérogatoire** » à l'Institut des sciences sociales du travail de l'Université Paris I auprès de conseillers prud'homaux.

2006 : Intervention à l'Institut Universitaire de France sur « **L'instance en matière de contentieux électoral** » lors du colloque organisé le 25 octobre 2006 par MM. Gérard

Couturier et Loïc Cadiet (Université Paris I) sur le thème suivant : « Procès du travail ; Travail sur le procès ».

2006 : Intervention à l'Ecole Normale Supérieure (Rue d'Ulm) sur « **La nature et les vertus de l'action de substitution** » lors du colloque organisé le 20 mars 2006 par MM. Gérard Couturier et Loïc Cadiet (Université Paris I) sur le thème suivant : « Procès du travail ; Travail sur le procès ».

**ACTIVITES ET MISSIONS A L'ETRANGER : Belgique, Canada, Espagne, Grèce, Italie, Liban, Maroc, Suisse, Thaïlande, Tunisie -----**

Mai 2025 : Contribution sur « **La grève en France : un droit constitutionnellement protégé** » à un numéro spécial de « Noticias Cielo » consacré au « Droit de grève à la lumière du droit comparé : modèles nationaux et normes internationales de l'OIT », thème coordonné par le professeur **Khalid Boukaich**, de la Faculté de Droit de Tanger - Université Abdelmalek Essaadi ; Noticias Cielo est une revue espagnole du Cielo Laboral placé sous la direction de la professeure Esperanza Macarena Sierra Benítez de l'Université de Séville.

13 décembre 2024 : Directeur d'une thèse de droit comparé France/Thaïlande soutenue par M. Chatdanai Samanpan sur « **La bonne foi et la loyauté dans la relation contractuelle de travail : étude comparée du droit français et du droit thaïlandais** » à l'université Aix-Marseille.

31 octobre 2024 : participation à un séminaire international au Maroc (Tanger) sur « **Réforme du code du travail, entre exigences sociales et contraintes économiques** » ; intervention sur **Le licenciement pour motif disciplinaire en France**.

24 au 27 février 2023 : participation à un colloque international au Maroc (Agadir) sur l'inspection du travail (organisateur : syndicat national indépendant du corps de l'inspection du travail au Maroc) : intervention sur **Les missions de l'inspection du travail en France**.

2021-2023 : Participation à un programme de recherche franco-italien sur la vulnérabilité, retenu par le Conseil scientifique du GIP - Mission Droit et Justice : « **Vulnérabilité, nouvel outil pour la promotion de l'effectivité des droits fondamentaux ? Étude comparative de la jurisprudence des Cours européennes et des Cours nationales françaises et italiennes** ».

27 juin 2017 : Participation comme membre de jury à la soutenance de la thèse de Mme Anna Benioudaki (co-tutelle avec l'Université de Thessalonique) sur « **Le droit de la discrimination fondée sur le handicap et l'état de santé et sa contribution à la lutte contre la discrimination multiple** » (Directrices de thèse : Mme Thérèse Aubert-Monpeyssen et Mme Christina Delyaiani-Dimitrakou).

2 et 3 mars 2016 : Intervention sur « **Le contrat de travail est-il un instrument de sujétion ou de libération du salarié ?** » au colloque organisé à la faculté de droit de Sfax (Tunisie) sur « Actualité en droit des contrats : approche comparée » ; Coordonnateur du colloque et membre du comité scientifique (Université d'Avignon et de Sfax).

5 au 7 novembre 2015 : **Participation à la conférence des doyens des facultés de droit à Florence (Italie)**.

Du 21 au 26 octobre 2014 : séminaire de **méthodologie** appliquée à la recherche en droit pour les étudiants de Master et les doctorants de la faculté de droit de Sfax (Tunisie)

2011 : intervention sur « **La réforme des modes de représentation des travailleurs (loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale)** » au colloque sur « Les Nouvelles tendances du droit du travail », Beyrouth, Faculté de droit Saint-Joseph, 7 au 9 avril 2011.

2009 : rapporteur pour la France à Sydney au XIXème Congrès de droit du travail et de la sécurité sociale sur : « **Représentation des travailleurs et dialogue social au lieu de travail** », 45 pages.

2002 : **Voyage d'études** à Bruxelles avec les étudiants du Master II Administration et Gestion de l'Emploi (Université Panthéon-Sorbonne) auprès des Institutions Européennes présentes en **Belgique**.

1995 : Membre de la délégation française pour le 3ème Congrès régional américain de droit du travail et de droit de la sécurité sociale, Montréal, Canada, 24 au 27 mai 1995

#### **ACTIVITES D'ADMINISTRATION ET DE RESPONSABILITES COLLECTIVES-----**

11 juin 2025 : membre du **Conseil de gestion** de la bibliothèque de droit d'Aix-Marseille Université.

Depuis le 1 septembre 2024 : **directeur éditorial des Presses Universitaires d'Aix-Marseille** (PUAM).

Depuis le 1 septembre 2023 : **co-responsable du Master I Droit social** et de la **mention Droit social**, Université d'Aix-Marseille.

Depuis le 1 septembre 2021 : co-fondateur et co-responsable de la **licence Droit-Lettres**.

Depuis le 1 septembre 2017 : responsable du thème de recherche « **Normativité, liberté, justiciabilité** » au sein du Centre de Droit Social (EA 901), Université d'Aix-Marseille.

2023-2025 : personnalité extérieure nommée auprès de la **Commission Nationale de l'examen d'accès au CRFPA** (examen d'avocat).

2022-2024 : enseignant référent pour le programme numérique **Ecri +** au sein de la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

2017-2023 : **co-responsable du Master II Droit du travail et protection sociale**, Université d'Aix-Marseille.

2017-2022 : deux mandats de 3 ans comme membre de la **Commission Nationale de l'examen d'accès au CRFPA** (examen d'avocat) – nomination par le ministre de l'enseignement supérieur et le garde des Sceaux.

2017-2022 : élection comme **directeur du département de droit privé** de la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence.

Mai 2017 : **Expert externe** auprès de l'Agence Nationale de Recherche.

De 2015 à 2017 : Responsable de **projets Travail/Emploi** au sein du LBNC (Laboratoire Biens Normes Contrats)

Du 4 février 2011 au 5 février 2016 : **Doyen** de la Faculté de droit, d'Economie et de Gestion d'Avignon.

2013-2017 : **Co-fondateur et responsable** du Diplôme Universitaire « **Accompagnateur des parcours professionnels** » (devenue Licence professionnelle en 2017).

De 2010 à 2017 : **Membre élu du conseil de l'UFR** Droit, Economie, Gestion

2012-2015 : **Membre élu du Conseil Académique plénier et restreint** (CFVU, université d'Avignon)

2008-2011 :

- Responsable de la **licence en droit** à l'Université d'Avignon : Cette mission consiste à conseiller les étudiants sur leurs parcours (journées d'information...), élaborer les maquettes de la licence en droit, diriger l'équipe pédagogique de la Licence en droit, organiser le tutorat en 1<sup>ère</sup> année, mettre en œuvre le Plan réussite en licence, etc...

- Responsable de l'Axe de recherche « **Théories des normes et contrats** », au sein du Laboratoire Biens, Normes, contrats de l'Université d'Avignon.

- Animation du **séminaire des doctorants** du Laboratoire Biens, Normes, contrats de l'Université d'Avignon.

- Membre du comité de pilotage du Master Politiques sociales de l'Université d'Avignon.

2008 : Membre de la commission chargée de mettre en place les tutorats en Licence Droit (Plan Réussite en Licence), Université d'Avignon.

2006 à 2008 : Président de la commission de réorientation de l'UFR Droit social et AES de l'Université Paris I

2004 à 2008 : **Membre du comité de direction de l'Université Paris I et Chargé de mission du Président de l'Université Paris I (Politique de gestion des personnels administratifs)** : habituellement dévolue à un Vice-Président, cette mission m'a conduit à assister le Président de l'Université dans ses relations avec les personnels administratifs de l'Université Paris I, de la Bibliothèque de la Sorbonne et de la Bibliothèque Cujas (soit environ 1000 agents titulaires ou contractuels) et à le conseiller dans les décisions les concernant.

Plus concrètement, je devais instruire les dossiers du Président en matière de ressources humaines : créations d'emplois administratifs, créations ou redéploiements de fonctions, mise aux concours d'emplois administratifs, création d'un bilan social, politique de primes, de formation et de mobilité interne des agents, mise en place de l'évaluation des agents, promouvabilité des fonctionnaires.

J'ai participé à la campagne d'évaluation par le CNE (Conseil National d'Evaluation des universités) de la politique des personnels administratifs ; j'ai été chargé de rédiger la partie

du contrat quadriennal portant sur la politique des personnels administratifs, de même que le bilan à mi-parcours de ce contrat sur cette question.

Je faisais des propositions de composition de jurys pour le recrutement des ingénieurs d'étude ou des ingénieurs de recherche (filière Ingénieurs et Techniciens de la Recherche et de la Formation) et présidais certains de ces concours (Assistant-ingénieur chargé de gestion administrative, magasiniers spécialisés).

Ma mission consistait ensuite à assister le Président dans sa conduite du dialogue social avec les organisations syndicales représentatives (qui sont nombreuses à l'Université Paris I et bien implantées) ; il appartient en effet au chef d'établissement de présider les Commissions Paritaires d'Etablissement (CPE) qui sont compétentes pour connaître des décisions prises, en matière professionnelle, à l'égard des personnels administratifs (CPE restreintes pour les décisions individuelles, CPE plénières pour les décisions intéressant les collectivités de travail).

Cette mission consistait enfin à jouer un rôle de veille sociale, dès lors qu'un conflit perdurait malgré l'intervention du Secrétaire Général et de la Directrice des Ressources Humaines.

2004-2008 : **Membre élu du Conseil d'Administration** de l'Université Paris I.

2004 à 2008 : **Secrétaire de l'Association d'entraide des personnels** de l'Université Paris I

2003-2004 : **Membre élu du Conseil National des Universités**, section Droit privé (sous la présidence de Jacques MESTRE).

2002 à 2008 : **Codirecteur du MASTER II Administration et Gestion de l'Emploi.**

Ce Master II avait été créé en 1986 en collaboration avec l'ANPE ; initialement, il avait surtout vocation à accueillir les conseillers de l'ANPE, en vue de consolider leurs connaissances juridiques, économiques et sociales sur les problèmes de l'emploi ; par la suite, il s'est ouvert également aux étudiants désireux de travailler dans les grandes entreprises privées et les groupes dont la dimension les conduits, au-delà de la simple gestion du personnel, à définir une politique de l'emploi.

J'en ai assuré la direction avec M. Jean-Louis Dayan, professeur associé, fonctionnaire du ministère de l'emploi ; cette mission consistait principalement à préparer la maquette du diplôme lors des campagnes d'habilitation, à assurer le recrutement des candidats (entre 200 et 300 candidats), à animer auprès des étudiants la campagne de recouvrement de la taxe d'apprentissage et à les assister dans leur recherche de stage et la rédaction de leur mémoire. A ce titre, j'étais en charge d'un module de méthodologie (recherche d'un stage et rédaction d'un mémoire).

2002 à 2008 : **Membre élu de la Commission de spécialistes** (section droit privé) de l'Université PARIS I ; **élu assesseur** au bureau de cette commission en 2007.

2000-2008 : **Membre élu du conseil de l'UFR Droit social et AES** (Univ. Paris I).

## **JURYS DE RECRUTEMENT ET COMITE DE SELECTION-----**

Avril et mai 2025 : Président d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences de droit privé à Aix-Marseille Université

2 et 14 mai 2024 : Membre d'un comité de sélection pour recruter un professeur de droit privé à l'université de Clermont-Ferrand.

2021 : membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences (n° 950) en économie des médias et du numérique et en analyse économique du droit au profit du Master/Magistère JCO (Journalisme et communication des organisations) de la faculté de droit d'Aix-en-Provence.

8 juin 2020 : membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences associé en information digitale au profit du Master/Magistère JCO (Journalisme et communication des organisations) de la faculté de droit d'Aix-en-Provence.

8 avril et 6 mai 2019 : membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences en droit du travail à l'université de Cayenne.

9 et 21 mai 2019 : Membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences en droit du travail à l'université de Clermont-Ferrand (n° MCF 0018).

14 février 2019 : membre du jury du grand oral de l'Académie de droit (Faculté de droit d'Aix)

5 et 9 juillet 2018 : Présidence d'un jury de bac au lycée Ismaël Dauphin à Cavailon.

10 avril 2018 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à l'Université de Nîmes d'un Professeur de droit privé par voie de mutation : concours infructueux.

Septembre 2017 : Membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences en droit du travail à l'université de Rouen (emploi n° 4375 ; recrutement au fil de l'eau).

5 et 18 mai 2017 : Membre d'un comité de sélection pour recruter un maître de conférences en droit social à l'université de Nîmes (emploi n° 4148).

2 mai 2016 : Membre d'un comité de sélection pour recruter un professeur de droit social à la faculté de droit de Montpellier.

Février 2018 : membre du jury du grand oral de l'Académie de droit (Faculté de droit d'Aix)

26 janvier 2016 : Membre du comité de sélection chargé de recruter un professeur au CNAM à la chaire de droit du travail et de droit des personnes.

17 avril et 22 mai 2015 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à la faculté de droit d'Aix d'un MCF Droit social – Droit du travail, droit de la protection sociale – Grandes Questions sociales (n° 0994) ; membre du comité de sélection pour un MCF associé à l'Institut Régional du Travail d'Aix.

Membre du comité de sélection pour le recrutement à la faculté de droit de Toulon d'un MCF Droit de la protection sociale (2014).

Membre du comité de sélection pour le recrutement à la faculté de droit de Montpellier d'un MCF Droit du travail (2014).

5 et 8 juillet 2013 : Présidence d'un jury de bac au lycée Victor Hugo de Carpentras.

30 avril et 13 mai 2013 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à l'Institut Régional du Travail d'Aix-Marseille d'un MCF Droit du travail et de la protection sociale (n° 2768).

19 avril et 11 mai 2012 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à la Faculté d'Aix-Marseille d'un MCF Droit du travail et de la protection sociale (n° 1017) et d'un professeur en droit de la protection sociale (n° 0870).

16 avril et 7 mai 2012 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à l'Université d'Avignon d'un Professeur de science économique (n° 0135).

19 avril et 7 mai 2012 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à l'Université d'Avignon d'un Professeur de droit communautaire (n° 0292).

14 avril et 5 mai 2011 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à la Faculté d'Aix-Marseille d'un MCF en droit de la famille (n° 0140).

11 avril 2011 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à l'Université d'Avignon d'un Professeur de droit communautaire (n° 0292) : concours infructueux.

30 avril et 18 mai 2010 : Président du comité de sélection et rapporteur pour le recrutement à l'IUT Techniques de commercialisation (université d'Avignon et des Pays de Vaucluse) d'un professeur en science de gestion (emploi n° 328).

Mai 2010 : Membre du comité de Sélection pour le recrutement à la Faculté d'Aix-Marseille d'un MCF en droit de la protection sociale (n° 1017).

5 mai 2010 : Membre du comité de Sélection pour le recrutement à la Faculté d'Aix-Marseille d'un Professeur en Théorie du droit (n° 0134).

14 janvier 2010 : Membre d'un jury de recrutement d'un PRAG en sciences sociales à l'Université d'Avignon.

7 et 9 juillet 2009 : Président de jury du baccalauréat, Lycée Fabre, à Carpentras.

17 avril et 15 mai 2009 : Membre du comité de sélection pour le recrutement à la Faculté d'Aix-Marseille d'un MCF en droit civil, droit international privé, droits fondamentaux (n° 0179).

Mars 2009 : Membre du comité de sélection et rapporteur pour le recrutement à l'Université d'Avignon d'un MCF en science de gestion (n° 0162).

Octobre 2009 : Président de l'épreuve du Grand-Oral (Pré-CAPA, Institut judiciaire d'Avignon).

2002 à 2008 : Membre élu et rapporteur de la Commission de spécialistes (section droit privé) de l'Université Panthéon-Sorbonne ; élu assesseur au bureau de cette commission en 2007.

2004-2008 : Président d'un jury de recrutement de magasiniers pour la Bibliothèque de la Sorbonne ; président d'un jury de recrutement de magasiniers pour la Bibliothèque Cujas ; membre d'un jury de recrutement d'un IGR Directeur des ressources humaines ; membre d'un jury de recrutement d'un IGE responsable administratif ; président d'un jury de recrutement d'un Assistant Ingénieur.

1998-2004 : Présidence de nombreux jurys du Pré-CAPA et du Barreau (Institut d'Etudes Judiciaires de l'Université Panthéon-Sorbonne : grand oral ; jury d'épreuves à l'Ecole Française du Barreau : plaidoirie et rapport de stage). Participation au jury de l'épreuve de déontologie à l'Ecole Française du Barreau.

#### **COMITE SCIENTIFIQUE, COMITE DE LECTURE-----**

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque sur « **Jean Cocteau et la justice familiale** » organisé à l'université d'Aix-Marseille et à Menton du 14 au 16 novembre 2024 ; intervention le 15 novembre 2024 sur le « **Désordre familial chez Jean Cocteau** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Avignon le 10 mars 2023 sur : « **Le salarié créateur et auteur** », publié à Dr. Soc. septembre 2023.

Coordonnateur du dossier publié à la Revue Droit, Santé, Sociétés sur « **Santé et télétravail** », Journal international de bioéthique et d'éthique des sciences, Volume 35, 2024, n° 1.

Coordonnateur du dossier publié dans la Revue Droit Social sur « **Temps de travail, temps au travail** », Dr. Soc. janvier 2022.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Avignon le 6 mars 2020 sur : « **Liberté du travail, droit à l'emploi et obligation de travailler** ».

Coordonnateur de l'ouvrage « **Syndicalisme et droits syndicaux** », coll. Système, LGDJ, 2019.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Aix-Marseille le 1 mars 2019 sur : « **Négociation et CSE (comité social et économique)** ».

2017-2018 : Membre du comité éditorial de l'ouvrage « **Liber amicorum** » en hommage à **Pierre Rodière**.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Aix-Marseille le 2 mars 2018 sur : « **Le référendum en entreprise : nouveau mode de dialogue social ?** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Avignon le 10 mars 2017 sur : « **Liberté et droits syndicaux des agents publics** ».

Coordonnateur du séminaire qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 24 novembre 2016 sur : « **Le référendum en entreprise** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'université d'Avignon, avec la participation du Théâtre du Chêne Noir, le 7 octobre 2016 sur : « **L'éphémère, objet de droit** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à Sfax, en Tunisie, les 2 et 3 mars 2016 sur : « **Actualité en droit des contrats : approche comparée** » (Université d'Avignon et de Sfax).

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 18 mars 2016 sur « **La pénibilité du travail** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 27 novembre 2015 : « **Internet et entreprise, risques et protection** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 9 octobre 2015 : « **Droit et généalogie** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 27 mars 2015 : « **Le droit à la participation, principe oublié ou renaissant ?** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 21 novembre 2014 : « **La négociation de la force de travail** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 10 octobre 2014 : « **Droit et Loyauté** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque qui a été organisé à l'Université d'Avignon le 4 avril 2014 : « **L'argent, les syndicats et les élus du personnel** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 22 mars 2013 : « **Vers un droit électoral professionnel** ».

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 12 octobre 2012 sur « **L'accompagnement, entre droit et pratique** ».

Membre du comité scientifique des XIème rencontres du RIUESS (Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire) sur « **L'économie sociale et solidaire et le travail** », Poitiers 15-17 juin 2011.

Coordonnateur et membre du comité scientifique du colloque organisé à l'Université d'Avignon le 25 mars 2011 sur « **Le juge judiciaire et la Constitution** ».

Membre du comité scientifique de la revue Droit Social (Daloz).

Membre du comité scientifique de la revue « Droit, santé, société ».

Membre du comité scientifique, comme titulaire au titre du collège « droit », de la réserve Biosphère attribuée sur la Ventoux par l'UNESCO.

Membre du comité organisateur du XVIIIème colloque international de droit du travail et de la sécurité sociale, qui s'est tenu à Paris en 2006.

## **PRIX ET DECORATIONS**-----

2025 : Prix sous forme de **Mention** de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen pour « Charles Lenepveu, le musicien venu de Normandie, Correspondances, discours, concerts » (Hermann, 2024).

2022 : **Prix Planète Social** (pour « La responsabilité sociale de l'employeur », co-écrit avec Sophie Garnier, Gualino-Lextenso, 2021)

2020 : **Chevalier** dans l'Ordre des **Palmes Académiques**

2015 : **Prix Gossier** de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen (pour « Charles Lenepveu (1840-1910), musicien officiel de la IIIème République », Editions Mare et Martin, 2014)

1997 : **Prix de thèse** de l'Union des Industries Métallurgiques et minières (pour « La notion de représentation dans les relations collectives de travail », ouvrage publié en 2000 aux Editions LGDJ)

1992 : **Médaille de la Défense Nationale** décernée à titre exceptionnel

## **DIVERS**-----

Membre élu de l'Académie du Vaucluse depuis 2015.

Président et Co-fondateur du Cercle des Juristes de droit social 84 (Vaucluse) depuis 2019.

Vice-président de l'AMOPA 84 depuis le 10 mars 2023.

Vice-président de l'Association Philosophique, Culturelle et Sociale de Mazan et du Comtat-Venaissin (APCS) depuis 2017.

Membre de l'Association Française de Droit du Travail (1996-1998)

Membre de la Société Française de Finances Publiques (2015-2019).

Membre de l'Association Française pour l'Organisation Internationale du travail (2019-2021).

Membre de l'Association Culture et Patrimoine, de Mazan (2010-2012).

Membre du Cercle républicain, de Mazan (2014-2017).

Co-fondateur et ancien administrateur de l'Association des Amis de Saint-Nom-la-Bretèche (1987-1994).

Co-fondateur et ancien trésorier du Comité de sauvegarde de l'environnement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse.

## **Histoire**

Publications de sept ouvrages personnels, de deux ouvrages collectifs et d'une trentaine d'articles :

1) **La batellerie sur la Seine au 20ème siècle : l'histoire de l'Union Normande (1905-1980)**, Editions Méroé-Mare et Martin, 2016, 218 pages ; un extrait de l'ouvrage a été publié dans la revue trimestrielle de l'association La France généalogique, n° 279 – 15 février 2017, p. 11 à 15 ;

2) **Envoûtant Ventoux**, Coll. En-Jeux, Editions Universitaires d'Avignon, 2016, 233 pages ;

3) **Charles Lenepveu (1840-1910), musicien officiel de la IIIème République**, (Prix GOSSIER 2015 de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen), Editions Mare et Martin, 2014, 218 pages.

- 4) **Mémoires d'un banquier au XIX<sup>ème</sup> siècle**, journal d'Auguste-Napoléon Evrard (1808-1882), annoté et présenté par Sébastien Evrard et Franck Petit, Ed. L'Harmattan, 2018, 135 pages.
- 5) Coordonnateur avec Jean-Paul Chabaud, Pierre Bernusset et Roland Mongai des tomes 1 et 2 des « **Portraits Comtadins** », Ed. Les Etudes Comtadines, 2019.
- 6) **Ventoux, entre ciel et terre. Histoire des ascensions au 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle**, Ed. Saint-Honoré, Paris, 2020, 322 pages.
- 7) **Portraits Franciliens**, St Honoré Editions – Paris, avril 2021, 320 pages.
- 8) **Vivre au pied du Ventoux**, St Honoré Editions – Paris, avril 2021, 513 pages.
- 9) **Charles Lenepveu, le musicien venu de Normandie, Correspondances, discours, concerts**, Editions Hermann – Paris, 2014, 306 pages. Ouvrage honoré d'une subvention de publication du Palazzeto Bru Zane et d'une mention de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.

Service militaire effectué comme Aviateur 1<sup>ère</sup> classe sur la Base aérienne de Bricy.

Fait le 4 novembre 2025  
Franck PETIT